

Projet présenté par le Conseil d'Etat

Date de dépôt : 27 avril 2020

Projet de loi

approuvant les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2019

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu les articles 58, lettre h, et 60, lettre e, de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013;
vu l'article 33 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014;
vu les états financiers consolidés des Transports publics genevois pour l'année 2019;
vu la décision du conseil d'administration des Transports publics genevois du 9 mars 2020,
décrète ce qui suit :

Article unique Etats financiers

¹ Les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) comprennent :

- a) un bilan;
- b) un compte de résultat;
- c) un tableau des variations des fonds propres;
- d) un tableau des flux de liquidités;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte d'exploitation, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

² Les états financiers pour l'année 2019 sont approuvés.

Certifié conforme
La chancelière d'Etat : Michèle RIGHETTI

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les Députés,

Le projet de loi qui vous est présenté vise à approuver sans réserve les états financiers consolidés des Transports publics genevois (ci-après : TPG) pour l'exercice 2019.

Ce projet de loi est basé sur :

- les états financiers consolidés 2019;
- le rapport de l'organe de révision du 9 mars 2020.

Les états financiers consolidés des TPG pour l'exercice 2019, adoptés par le conseil d'administration le 9 mars 2020, présentent les données financières suivantes :

Du point de vue du bilan

- Le total du bilan à fin 2019 se monte à 935 516 360 francs, soit une augmentation de + 8% par rapport à fin 2018 (68 958 389 francs).
- Les actifs immobilisés à 858 609 209 francs enregistrent une augmentation de 77 311 876 francs (+ 10%) et représentent 91,8% du bilan (2018 : 90,2%). A l'instar de 2018, la hausse la plus importante concerne les investissements en cours (constitués essentiellement des travaux du centre de maintenance « En Chardon »), qui atteignent 323 723 375 francs (fin 2018 : 253 298 050 francs), en hausse de 70 425 325 francs.
- Les actifs circulants ont diminué de 8 353 488 francs, soit 10% de moins par rapport à 2018, et s'établissent à 76 907 151 francs (8,2% du total du bilan).
- Au passif, les engagements à long terme atteignent 680 950 979 francs, comprenant l'augmentation de 23 810 128 francs pour les subventions d'investissement versées par l'Etat pour le dépôt « En Chardon », qui se montent, à fin 2019, à 135 058 835 francs. Pour rappel, ces dernières sont comptabilisées au passif (long terme) du bilan, puis amorties sur la durée de vie de l'actif subventionné (reconnues dans les produits d'exploitation divers du compte de fonctionnement). Les emprunts et dettes à long terme diminuent de 16 993 482 francs (- 3%) à 529 893 586 francs. Ils

constituent la rubrique la plus importante des engagements à long terme et représentent un peu plus que la moitié du total du bilan.

- A 203 477 451 francs, les passifs à court terme augmentent de 62 952 723 francs, soit 45% de plus par rapport à 2018, dont 60 814 675 francs viennent de la part court terme des dettes à long terme (qui passent à 119 244 009 francs).
- Le capital de dotation reste inchangé à 44 000 000 francs et porte un intérêt annuel pour l'Etat équivalant au taux de la dette moyenne de l'Etat de l'année précédente, soit 1,625% pour 2019 (1,75% pour 2018).
- Les fonds propres (qui représentent les réserves) baissent de 2 712 671 francs, un montant inférieur à la perte de l'exercice en raison du reclassement de l'amortissement de la perte sur couverture de taux d'intérêts qui grève les réserves. Au 31 décembre 2019, les fonds propres se montent à 7 087 929 francs.

Du point de vue du compte de résultat

- A 452 532 439 francs, les produits d'exploitation sont en progression de 17 845 939 francs par rapport à 2018 (soit +4,1%), mais inférieurs au budget (- 822 066 francs ou - 0,2%).
- Les revenus de transports établis à 153 751 903 francs sont inférieurs au budget de - 2 916 972 francs, soit - 1,9%. Cette baisse trouve son explication dans les différentes clés de répartition Unireso utilisées pour le budget et les comptes 2019, soit, respectivement, 92,88% et 92,35%. De plus, les revenus de transports propres aux TPG sont également inférieurs aux attentes de - 7,7% et en repli de - 3,6% par rapport à 2018, cette baisse étant due pour partie à la baisse des indemnités de transport pour la ligne 61. Enfin, les autres revenus de transports, principalement les revenus du contrôle, sont inférieurs au budget, soit 10% de moins, en raison de la stabilité du nombre de contrôleurs par rapport à l'augmentation de l'offre.
- Les contributions de l'Etat à 249 518 193 francs sont très proches du budget (- 693 583 francs), le différentiel étant dû à la variation de la clé de répartition (92,35% en réalité, contre 92,88% au budget) sur les indemnités et participations Unireso.
- Les charges d'exploitation (448 525 171 francs) sont plus élevées qu'au budget (+ 2 370 345 francs ou + 0,5%) et + 20 528 499 francs par rapport à 2018 (+ 4,8%). Cette croissance est en relation avec l'augmentation de l'offre (+ 4,3% en kilomètres productifs par rapport à 2018).

- Le résultat net, qui inclut le résultat financier et le résultat des sociétés associées, présente un déficit de 4 413 802 francs, supérieur de 420 481 francs par rapport au déficit inscrit au budget pour 2019, soit + 10,5%.

Du point de vue du flux de liquidités

- La somme de 13 918 816 francs de liquidités au bilan et le solde créditeur du compte « nostro » auprès de la caisse de l'Etat, soit - 4 811 317 francs (classés dans la rubrique des emprunts et dettes à court terme), donnent une liquidité nette de 9 107 499 francs, en diminution de - 17 749 647 francs par rapport à fin 2018.
- Les liquidités issues des activités opérationnelles (45 585 235 francs) et des activités de financement (34 605 524 francs) ont été affectées aux investissements nets (97 940 406 francs), le différentiel venant diminuer les liquidités disponibles au 31 décembre 2019.

L'organe de révision recommande d'approuver sans réserve les comptes annuels.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexe :

Rapport de l'organe de révision du 9 mars 2020 comprenant les états financiers consolidés 2019 des TPG



Transports publics genevois (TPG), Lancy

Rapport de l'organe de révision
sur les comptes annuels
au Conseil d'Etat et
au Conseil d'administration

Comptes annuels 2019



KPMG SA
Audit Suisse Romande
 Esplanade de Pont-Rouge 6
 CH-1212 Grand-Lancy

Case postale 1571
 CH-1211 Genève 26

T +41 58 249 25 15
 E infogeneva@kpmg.com

Rapport de l'organe de révision au Conseil d'Etat et au Conseil d'administration des

Transports publics genevois (TPG), Lancy

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés ci-joints des Transports publics genevois (TPG), comprenant le bilan, le compte de profits et pertes, le tableau des flux de trésorerie, la variation des fonds propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément au Règlement sur l'établissement des états financiers de la République et Canton de et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des évaluations effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019 sont conformes au Règlement sur l'établissement des états financiers de la République et Canton de Genève et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe.

Autre information

Les comptes consolidés des Transports publics genevois (TPG) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 ont été audités par un autre organe de révision qui a exprimé une opinion non-modifiée sur ces comptes consolidés dans le rapport daté du 11 mars 2019.





*Transports publics genevois (TPG), Lancy
Rapport de l'organe de révision
sur les comptes annuels consolidés
au Conseil d'Etat et
au Conseil d'administration*

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous recommandons d'approuver les comptes annuels consolidés qui vous sont soumis.

KPMG SA

Pierre-Henri Pingeon
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Cédric Rigoli
Expert-réviseur agréé

Genève, le 9 mars 2020

Annexe :

- Comptes annuels (bilan, compte de profits et pertes, tableau des flux de trésorerie, variation des fonds propres et annexe)



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2019

**Conformes au Règlement sur l'établissement des états
financiers de la République et Canton de Genève basé sur les
normes IPSAS**



Table des matières

BILAN CONSOLIDE	4
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
TABLEAU DES FLUX DE LIQUIDITES CONSOLIDES	6
VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDES	7
ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	8
1 INFORMATIONS GENERALES	8
2 PRINCIPES REGISSANT LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	11
3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES	12
4 INFORMATIONS SECTORIELLES	22
5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION	22
6 LIQUIDITES	25
7 DEBITEURS D'EXPLOITATION	25
8 STOCKS	26
9 AUTRES ACTIFS CIRCULANTS	27
10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27
11 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30
12 PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE	31
13 ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME	31
14 CREANCIERS D'EXPLOITATION	32
15 AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME	32
16 PROVISIONS	33



17	EMPRUNTS ET DETTES.....	34
18	ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL.....	38
19	CAPITAL DE DOTATION.....	41
20	FONDS DE RESERVES	41
21	REVENUS DES TRANSPORTS.....	42
22	CONTRIBUTION DE L'ÉTAT DE GENEVE	43
23	CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION	43
24	PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	44
25	FRAIS DE PERSONNEL.....	44
26	FRAIS DE VEHICULES	45
27	FRAIS DE BATIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	45
28	SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT	45
29	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	46
30	PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	46
31	RESULTAT FINANCIER.....	46
32	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES	47
33	COMMUNAUTE TARIFAIRE UNIRESO.....	48
34	CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES	49
35	ENGAGEMENTS.....	50
36	GESTION DES RISQUES	51
37	COMPARAISON AVEC LE BUDGET (NON AUDITE)	55
38	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE.....	55



BILAN CONSOLIDE

pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2019

En CHF	Notes	31.12.2019	31.12.2018
ACTIF			
LIQUIDITES	6	13'918'816	14'357'883
DEBITEURS D'EXPLOITATION	7	32'937'652	40'945'459
STOCKS	8	19'405'688	20'343'547
AUTRES ACTIFS CIRCULANTS	9	10'644'994	9'613'749
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS		76'907'151	85'260'638
TERRAINS, BÂTIMENTS INSTALLATIONS FIXES	10	84'171'248	88'421'925
VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS	10	391'929'305	413'134'832
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, NET	10	17'269'720	12'516'833
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NET	11	13'796'579	10'896'178
TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS EN COURS	10, 11	323'723'375	253'298'050
AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS	10	24'066'066	1'006'598
PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE	12	970'380	1'057'502
ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME	13	2'682'536	965'414
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES		858'609'209	781'297'333
TOTAL DE L'ACTIF		935'516'360	866'557'971

En CHF	Notes	31.12.2019	31.12.2018
PASSIF			
CREANCIERS D'EXPLOITATION	14	26'667'772	22'772'373
PART A COURT TERME DES PROVISIONS	16	1'658'807	1'306'453
EMPRUNTS ET DETTES A COURT TERME	7	4'811'317	0
PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME	17	119'244'009	58'429'334
AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME	15	51'095'546	58'016'568
TOTAL DES ENGAGEMENTS A COURT TERME		203'477'451	140'524'728
EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME	17	529'893'586	546'887'068
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES, NET	10	137'259'345	113'599'130
PROVISIONS A LONG TERME	16	281'205	306'792
ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL	18	11'826'522	11'249'027
AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME		1'690'321	190'627
TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME		680'950'979	672'232'643
SOUS-TOTAL DU PASSIF		884'428'430	812'757'371
CAPITAL DE DOTATION	19	44'000'000	44'000'000
FONDS DE RESERVES	20	11'501'731	12'981'754
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-4'413'802	-3'181'154
FONDS PROPRES		7'087'929	9'800'600
TOTAL DU PASSIF DU CAPITAL DE DOTATION ET DES FONDS PROPRES		935'516'360	866'557'971

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2019

En CHF	Notes	2019	2018
REVENUS DES TRANSPORTS	21	153'751'903	150'720'996
CONTRIBUTION DE L'ETAT DE GENEVE	22	249'518'193	240'451'440
CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION	23	11'721'721	11'415'441
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET DES TIERS		15'243'545	13'091'533
PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	24	22'297'076	19'007'091
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		452'532'439	434'686'500
FRAIS DE PERSONNEL	25	259'414'667	247'358'690
FRAIS DE VEHICULES	26	31'095'160	30'526'168
FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	27	20'148'380	20'573'903
SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT	28	57'213'329	51'615'269
CHARGES D'EXPLOITATION DIVERSES		31'296'376	30'411'879
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS	29	46'574'784	44'734'165
PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	30	2'782'475	2'776'597
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		448'525'171	427'996'672
RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		4'007'268	6'689'828
PRODUITS FINANCIERS	31	3'229'160	1'845'127
CHARGES FINANCIERES	31	11'708'430	12'124'694
QUOTE-PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES ASSOCIEES	12	58'201	408'584
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-4'413'802	-3'181'154

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



TABLEAU DES FLUX DE LIQUIDITES CONSOLIDES

pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2019

En CHF	Notes	2019	2018
Activités opérationnelles			
Résultat net de l'exercice		-4'413'802	-3'181'154
Amortissements et pertes de valeur	29	46'574'184	44'734'165
Amortissements sur les participations de tiers	29	-441'167	-280'030
Provisions sur débiteurs incluses dans corrections de valeurs des actifs	30	-34'986	267'537
Attribution / Dissolution de provisions	16/18.2	1'907'249	621'828
Quote-part au résultat des participations mises en équivalence	12	-58'201	-257'954
Résultat de change non réalisé		151'530	472'832
Résultat de l'exercice après ajustement des transactions non-monétaires		43'684'807	42'377'224
Produits d'intérêts	31	-619'371	-617'934
Dividendes reçus	31	-59'540	-45'800
Charges d'intérêts	31	10'924'059	10'705'446
Montants reclassés dans les activités d'investissement ou de financement		10'245'148	10'041'712
Variation des débiteurs d'exploitation brut		8'124'681	5'101'813
Variation des stocks brut		864'240	-1'623'451
Variation des autres actifs circulants		-395'866	2'688'665
Variation des autres actifs à long terme		-1'727'418	
Variation des créanciers d'exploitation		8'708'958	-3'122'612
Variation des autres engagements à court terme		-6'922'522	2'431'505
Variation des autres engagements à long terme		1'499'694	-562'312
Utilisations des fonds de roulement	16	-1'002'987	-567'381
Variations du fonds de roulement		9'148'781	4'326'228
FLUX DE LIQUIDITES PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		63'078'736	56'745'164
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10	-90'631'842	-85'798'159
Avances sur acquisitions de véhicules	10	-23'133'642	7'603'722
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	11	-8'491'133	-5'048'928
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles			
Subventions d'investissements reçues	10	24'101'383	28'550'753
(Octroi) / Remboursement des créances à long terme	13	10'296	-2'410
Dividendes encaissés	12/13	168'584	207'850
Produits d'intérêts encaissés		35'948	34'512
FLUX DE LIQUIDITES AFFECTES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENTS		-97'940'406	-54'450'660
Activités de financement			
Augmentation des emprunts		245'000'000	45'000'000
Remboursement des emprunts		-200'546'423	-29'714'389
Intérêts payés		-9'133'052	-11'350'113
Intérêts payés sur le capital de dotation		-715'000	-770'000
FLUX DE LIQUIDITES PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		34'605'524	3'165'498
Effet des conversions de change sur la liquidité		-182'921	-133'403
AUGMENTATION / (DIMINUTION) NETTE DE LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES		-439'066	5'326'599
Liquidités et équivalents de liquidité à l'ouverture de l'exercice		14'357'883	9'031'284
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA FIN DE L'EXERCICE		13'918'817	14'357'883

Le solde du compte nostro des TPG auprès de la Caisse Centralisée de l'Etat est crédeur de CHF 4'811'317 (2018 : débiteur de CHF 12'499'263) et se trouve dans la rubrique des emprunts et dettes à court terme.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2019

En CHF	Fonds de réserve (antérieur à 1998)	Fonds de réserve autres	Pertes différées sur instruments dérivés de couverture	Résultats cumulés réseau urbain depuis 1996	Résultats cumulés régional depuis 1996		Ecart de conversion	Total
					Affectation cantonale	Affectation fédérale		
Fonds propres au 1er janvier 2018	2'972'887	41'675'727	-22'514'600	-13'226'757	4'148'175	-1'234'260	117'018	11'937'969
Reclassement des pertes différées sur instruments dérivés de couverture			1'103'878					1'103'878
Différences de conversion							-60'092	-60'092
Fonds de réserve au 31 décembre 2018	2'972'887	41'675'727	-21'410'923	-13'226'757	4'148'175	-1'234'260	56'926	12'981'754
Résultat net de l'exercice		-2'238'609		-1'034'292	65'140	26'606		-3'181'154
Fonds propres au 31 décembre 2018	2'972'887	39'437'118	-21'410'923	-14'261'049	4'213'315	-1'207'674	56'926	9'800'600
Fonds propres au 1er janvier 2019	2'972'887	39'437'118	-21'410'923	-14'261'049	4'213'315	-1'207'674	56'926	9'800'600
Reclassement des pertes différées sur instruments dérivés de couverture			1'124'967					1'124'967
Fonds de solidarité		635'379						635'379
Différences de conversion							-59'215	-59'215
Fonds de réserve au 31 décembre 2019	2'972'887	40'072'497	-20'285'956	-14'261'049	4'213'315	-1'207'674	-2'289	11'501'731
Résultat net de l'exercice		-2'332'064		-2'810'126	517'156	211'233		-4'413'802
Fonds propres au 31 décembre 2019	2'972'887	37'740'432	-20'285'956	-17'071'175	4'730'471	-996'441	-2'289	7'087'929

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2019

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 PRÉSENTATION

Les Transports publics genevois (ci-après : tpg ou Le Groupe) ont été créés sous la forme d'un établissement de droit public genevois par la Loi H 1 55 sur les Transports publics genevois, du 21 novembre 1975 (LTPG), en exécution des dispositions de l'article 191 de la Constitution genevoise de 2012. Les tpg ont leur siège social à Genève (Suisse), Route de la Chapelle 1 – CP 950 – CH-1212 Grand-Lancy 1. Ils sont dotés de la personnalité juridique et sont autonomes dans les limites fixées par la LTPG.

Les tpg ont pour but, dans le cadre d'un Contrat de prestations conclu avec l'Etat, de mettre à la disposition de la population du canton de Genève un réseau de communications, exploité régulièrement, pour le transport des voyageurs et de pratiquer une politique tarifaire incitative.

Les tpg sont personnellement propriétaires de l'actif du patrimoine qui leur est affecté et répondent seuls de leurs dettes et engagements. En cas de vente par les tpg d'un immeuble leur appartenant, et dont cesse ainsi l'affectation à la réalisation de leur but, l'Etat de Genève dispose d'un droit de préemption sur cet immeuble.

Ils sont placés sous la surveillance du Conseil d'Etat et de l'autorité fédérale compétente.

La dissolution, le mode de liquidation des tpg et la désignation des liquidateurs ne peuvent être décidés que par le Grand Conseil. Le produit net de la liquidation revient à l'Etat de Genève.

1.2 ORGANISATION DES TPG

L'administration des tpg est confiée à un Conseil d'administration, dont le président est désigné par le Conseil d'Etat. Sous réserve des compétences du Grand Conseil, du Conseil d'Etat et de l'autorité compétente de la Confédération suisse en matière d'exploitation de lignes de transports de voyageurs, le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des tpg.

Un bureau du conseil composé de cinq membres, présidé par le président du Conseil d'administration, exécute les décisions du Conseil d'administration et veille à la bonne marche des tpg, dont il suit la gestion courante. Le bureau du conseil exerce notamment les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration.

Un organe de révision procède chaque année à l'audit des comptes annuels consolidés des tpg.

1.3 DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DES COMPTES

En application des dispositions de l'article 28.1 LTPG, les tpg tiennent une comptabilité, établissent un bilan, un compte de profits et pertes et un compte d'exploitation annuels, conformes à la Loi fédérale sur les chemins de fer, à la Loi fédérale sur les entreprises de trolleybus, à leurs règlements d'exécution, à l'ordonnance sur la comptabilité des chemins de fer et au plan comptable qui y est inséré.

Selon les dispositions de la Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève et de son article 6, les tpg établissent leurs états financiers consolidés conformément au Règlement sur



l'établissement des états financiers de la République et Canton de Genève, basé sur les normes IPSAS.

1.4 UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

L'utilisation du domaine public en vue de l'exploitation des Transports publics genevois a fait l'objet d'un cahier des charges, arrêté par le Conseil d'Etat en date du 14 décembre 1987. Ce cahier des charges fixe la répartition des tâches et règle les rapports entre les tpg, l'Etat de Genève (ci-après: Etat), la Ville de Genève (ci-après: Ville) et les autres communes dont le territoire est emprunté par les véhicules des tpg, dans le cadre des concessions fédérales accordées à ceux-ci.

1.5 CONTRAT DE PRESTATIONS

Conformément à l'article 1 LTPG, l'Etat a conclu un Contrat de prestations avec les tpg.

Ce Contrat de prestations est un contrat de droit public qui, dans les limites de la loi, détermine en particulier les prestations fournies par les tpg, les conditions d'exploitation du réseau et les contributions financières de l'Etat pour une période pluriannuelle. Le Contrat de prestations est soumis à l'approbation du Grand Conseil.

1.6 OBJET DU CONTRAT

Ce contrat a pour objet d'assurer une autonomie aux tpg leur permettant d'atteindre leur but consistant à mettre à la disposition du public un réseau performant de transports publics dans l'agglomération genevoise, le reste du Canton de Genève et la France voisine, dans le respect et la sauvegarde de l'environnement.

1.6.1 OBLIGATIONS DES TPG

Les tpg s'engagent à fournir un certain nombre de prestations, mesurées sur la base d'indicateurs de performance quantitatifs, environnementaux et financiers. Les tpg s'engagent notamment à maintenir globalement pendant toute la durée du contrat les prestations définies dans l'offre quantitative de référence, l'offre de trafic régional et ses adaptations éventuelles qui sont décrites dans les documents suivants :

- La structure et le plan du réseau
- Les intervalles de passage de référence des véhicules
- La capacité des véhicules
- La déclinaison de l'offre par année

Ces documents découlent du Plan Directeur des Transports Collectifs.

Les tpg fournissent chaque année un rapport sur la réalisation de l'offre.

Le volume des activités données en sous-traitance ne peut excéder les taux fixés par la LTPG par rapport au montant des charges totales des tpg (article 1).

Les tpg appliquent les tarifs fixés dans l'article 36 de la LTPG.



Les terrains, bâtiments et équipements nécessaires à l'exploitation étaient mis à la disposition des tpg par l'Etat jusqu'au 20 décembre 2007, date à laquelle les bâtiments et les équipements ont été transférés aux tpg selon la Loi 9845 ; les terrains sont restés propriété de l'Etat. En principe, les tpg assument seuls l'acquisition et les charges des nouveaux immeubles et équipements sauf si ceux-ci devaient être acquis dans le cadre d'une augmentation de l'offre des tpg sollicitée par l'Etat. Dans ce cas, les modalités sont discutées entre l'Etat et les tpg.

Les tpg assument l'entretien des infrastructures aériennes et au sol, qui demeurent propriété de l'Etat.

L'Etat délègue aux tpg les concessions relatives aux infrastructures qui lui sont octroyées par la Confédération.

1.6.2 OBLIGATIONS DE L'ETAT

L'Etat s'engage à verser aux tpg par tranche annuelle l'enveloppe budgétaire pluriannuelle relative à l'offre de trafic d'agglomération.

Les indemnités versées par les collectivités publiques aux tpg, en raison de leurs commandes annuelles de prestations, sont complétées par l'Etat afin de couvrir la totalité de l'excédent de charges relatives à l'offre de trafic régional.

L'enveloppe budgétaire peut être modifiée d'un commun accord entre les parties en cas de modification de l'offre de référence. L'Etat indemnise les tpg s'il demande une réduction de l'offre entraînant des surcoûts.

L'Etat s'engage à verser les sommes utiles à l'entretien des infrastructures mentionnées plus haut.

Les montants articulés dans le Contrat de prestations (complété par la loi L11693 du 17 décembre 2015 ainsi que par l'avenant n°2 complété par la loi L12281 du 25 mai 2018) au titre des contributions cantonales, hors contributions tacites et contributions spéciales liées aux frais UNIRESCO, se détaillent ainsi :

	Enveloppe budgétaire CHF
Année 2015	221'759'000
Année 2016	223'759'000
Année 2017	228'759'000
Année 2018	225'759'000
Année 2019	249'462'000
Total	1'149'498'000

Ces montants comprennent les indemnités relatives à la Communauté tarifaire intégrale de Genève.

1.6.3 AFFECTATION DU RÉSULTAT DES TPG

Aux termes de l'article 21 de leur Contrat de prestations 2015-2018 et de l'avenant n°2 pour 2019, le résultat annuel des tpg est affecté à hauteur de 50% à la rubrique "Part de subventions non dépensées" en faveur des tpg et de 50% à la rubrique "Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat" en faveur de l'Etat. A l'échéance du Contrat, les tpg conservent définitivement l'éventuel solde de la réserve "Part de subventions non dépensées", tandis que l'éventuel solde de la réserve "Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat" sera rétrocédé à l'Etat de Genève.

1.6.4 ECHÉANCE DU CONTRAT

Le contrat a pris effet au 1^{er} janvier 2015 et arrivait à échéance le 31 décembre 2018. Un avenant pour l'exercice 2019 a été voté au cours de l'exercice 2018.

1.7 SITUATION FISCALE

En application des dispositions de l'article 7 LTPG, les tpg sont exempts des impôts cantonaux et communaux.

En vertu de l'article 56 LIFD, les tpg ne sont pas soumis à l'impôt fédéral direct.

En application des dispositions de l'article 33 de la Loi fédérale sur la TVA (LTVA), les subventions et autres contributions des pouvoirs publics reçues par les tpg sont exclues de la base du calcul de l'impôt sur la livraison des biens et les prestations de service de transport.

L'article 37 de la LTVA est applicable pour les tpg et a donné la possibilité de décompter la TVA selon la méthode forfaitaire durant les exercices 2000 à 2004.

A partir du 1^{er} janvier 2005, les tpg ont choisi d'abandonner le système de décompte forfaitaire et ont opté pour la méthode effective ; à ce titre, ils doivent soumettre l'impôt préalable à la réduction (REDIP, réduction de l'impôt préalable).

A compter du 1^{er} janvier 2010, les tpg ont opté pour la méthode de la réduction forfaitaire de l'impôt préalable. La réduction forfaitaire est calculée sur 3,7% des subventions (2017 : 3,8%).

2 PRINCIPES RÉGISSANT LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2.1 BASES D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés des tpg sont établis conformément au Règlement sur l'établissement des états financiers de la République et Canton de Genève, basé sur les normes comptables internationales pour le secteur public (International Public Sector Accounting Standards - IPSAS), élaborées par l'International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB) et qui sont fondées sur les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les tpg ont décidé de ne pas appliquer les normes IPSAS par anticipation à leur date d'entrée en vigueur. Les annexes détaillent l'effet qu'aurait eu l'application anticipée de nouvelles normes sur les états financiers consolidés. En l'absence de norme IPSAS spécifique, ce sont les normes IFRS qui sont appliquées sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés ont été préparés selon le principe du coût historique, à l'exception de certains actifs financiers qui sont évalués à leur juste valeur. Les montants présentés dans ces états financiers consolidés sont exprimés en francs suisses arrondis.

Les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ont été arrêtés et adoptés par le Conseil d'administration des tpg du 9 mars 2020.

2.2 ENTRÉE EN VIGUEUR DE NOUVELLES NORMES ET NORMES MODIFIÉES

La norme IPSAS 40 - Regroupement d'entreprises du secteur public - a été publiée par l'IPSAS Board pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

L'application de cette nouvelle norme n'a pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

Aucune autre nouvelle norme ni amendement aux normes existantes n'est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers des tpg et de ses filiales, préparés au 31 décembre de chaque année.

Les filiales sont consolidées intégralement lorsque le Groupe a une participation majoritaire et lorsqu'il en détient le contrôle, indépendamment du pourcentage de participation au capital-actions. La notion de contrôle représente le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une filiale afin d'obtenir des avantages de ses activités (en principe plus de 50% des droits de vote).

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les soldes et opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés en consolidation.

3.2 CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date où elles sont effectuées. Les avoirs et les engagements monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de clôture et les différences de change en résultant sont inscrites au compte de résultat. Les avoirs et les engagements non monétaires, libellés en monnaies étrangères comptabilisés à leur coût historique, sont convertis aux cours historiques.

Les états financiers des sociétés du Groupe à l'étranger sont convertis en francs suisses (CHF) en appliquant les cours de change en vigueur à la date de clôture pour les rubriques du bilan et les cours annuels moyens pour les postes du compte de résultat. Les écarts de change résultant de l'application de ces deux cours sont inscrits dans une rubrique distincte des fonds propres jusqu'à la sortie des sociétés.



Les principaux cours suivants sont utilisés pour la conversion des chiffres des bilans et comptes de résultat en francs suisses:

Monnaies	Cours de fin d'année utilisé pour la conversion du bilan		Cours moyen utilisé pour la conversion du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie	
	2019	2018	2019	2018
Euro	1.0870	1.1269	1.1125	1.1549

3.3 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les investissements du Groupe dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe exerce une influence notable, et qui n'est ni une filiale, ni une coentreprise. Une influence notable permet de participer au processus décisionnel en matière de politique financière et opérationnelle de la société associée sans avoir le pouvoir de la contrôler. Elle est présumée lorsque le Groupe détient au moins 20% des droits de vote de la société associée.

Dans le cadre de la méthode de mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition dans la quote-part des actifs nets détenus par le Groupe. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée. Les états financiers des entreprises associées sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère. Des ajustements sont apportés, le cas échéant, pour homogénéiser les méthodes comptables avec celles du Groupe.

3.4 INVESTISSEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les investissements et autres actifs financiers comprennent les titres de participation de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable, les prêts et créances financières, les placements ainsi que la juste valeur positive des instruments dérivés.

Les actifs financiers sont présentés au bilan en actifs circulants ou immobilisés selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Le Groupe classe tous ses actifs financiers dans les catégories suivantes en fonction du but pour lequel ils ont été contractés: actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, prêts et créances ou actifs financiers disponibles à la vente.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur, majorée, dans le cas des investissements qui ne sont pas classifiés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputables. L'évaluation ultérieure des actifs financiers s'effectue en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque le Groupe a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et les risques y relatifs.

3.4.1 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAS DU COMPTE DE RÉSULTAT

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme. Les instruments financiers dérivés entrent également dans cette catégorie. A chaque date de clôture, ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont immédiatement reconnues au compte de résultat.

3.4.2 PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés avec des échéances fixes ou déterminables et qui ne sont pas cotés dans un marché actif. Ils prennent naissance lorsque le Groupe fournit de l'argent, des biens ou des services à un débiteur sans intention de négocier la créance. Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué le cas échéant d'un montant de dépréciation.

3.4.3 ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de participation du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées ainsi que des placements qui ne répondent pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Après comptabilisation initiale, les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les gains et pertes y afférents sont comptabilisés directement en fonds propres. Lorsqu'il n'existe pas de marché actif et qu'une juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen d'autres méthodes d'évaluation admises comme l'actualisation des flux futurs, ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée.

Lorsqu'un actif disponible à la vente est décomptabilisé ou doit faire l'objet d'une dépréciation, le profit ou la perte cumulé(e) précédemment comptabilisé(e) en fonds propres est enregistré(e) au compte de résultat.

3.5 LIQUIDITÉS

Les liquidités comprennent les avoirs en caisse, ceux déposés dans les banques et sur des comptes postaux ainsi que les dépôts et placements monétaires dont la durée initiale n'excède pas trois mois.

Les découverts bancaires ainsi que l'utilisation de la ligne de crédit auprès de la Caisse Centralisée de l'Etat, sont présentés au bilan sous emprunts et dettes à court terme. Si la ligne de crédit n'est pas utilisée, alors le solde débiteur du compte nostro des tpg auprès de la Caisse Centralisée de l'Etat est présenté sous la rubrique « débiteurs d'exploitation ».

3.6 DÉBITEURS D'EXPLOITATION

Les débiteurs d'exploitation sont évalués aux montants facturés, sous déduction d'ajustement pour créances douteuses. Une provision pour perte de valeur sur les créances douteuses, basée sur une revue de tous les postes ouverts significatifs, est constituée à la date du bilan.

Le solde débiteur du compte nostro des tpg auprès de la Caisse Centralisée de l'Etat est présenté sous la rubrique « débiteurs d'exploitation ».

3.7 STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût du stock correspond au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce dernier incorpore les charges directes et indirectes d'acquisition et de production. Les coûts sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks d'articles liés aux véhicules est estimée en tenant compte de dépréciations en fonction de leur rotation, nature, ancienneté et durée de vie.

Les pièces de rechange principales ainsi que le stock de pièces de sécurité relatif au parc de véhicules constituent des immobilisations corporelles dans la mesure où le Groupe compte les utiliser sur plus d'un exercice.

Les travaux en cours sont valorisés selon la méthode du degré d'avancement. Lorsque le bénéfice estimé est incertain ou lorsqu'une perte est attendue, ils font immédiatement l'objet d'un ajustement de valeur.

3.8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

3.8.1 IMMOBILISATIONS DÉTENUES

Les immobilisations corporelles détenues par le Groupe sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de construction, déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Ce coût inclut les coûts de remplacement d'une partie de l'actif si les critères de comptabilisation sont satisfaits. En outre, le coût correspondant à chaque inspection majeure (révision mi-vie) est comptabilisé dans la valeur comptable de l'immobilisation corporelle à titre de remplacement, si les critères de comptabilisation sont satisfaits. L'ensemble des autres coûts de réparation et de maintenance est comptabilisé au compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés dans le coût de cet actif. Un actif qualifié est un actif qui nécessite une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé.

Lorsqu'une immobilisation se compose de plusieurs éléments ayant des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément. Les amortissements sont effectués de manière linéaire selon la durée d'utilité estimée de chaque objet, compte tenu d'une valeur résiduelle finale, s'il y a lieu. Les durées moyennes retenues sont les suivantes :

Bâtiments	
• Gros Œuvre	40 à 100 ans
• Second Œuvre	40 à 60 ans
• Confort	10 à 40 ans
• Autres aménagements	5 à 40 ans
• Installations fixes	10 à 50 ans
Véhicules et leurs équipements	
• Tramways	
- Structure	30 à 43 ans
- Révision mi-vie	17 ans
- Equipements embarqués	10 ans
• Trolleybus	
- Structure	20 à 25 ans
- Révision mi-vie	10 ans

- Equipements embarqués	10 ans
• Autobus	
- Structure	12 à 16 ans
- Equipements embarqués	10 ans
• Autres véhicules	10 à 20 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

3.8.2 TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN COURS

Les biens en cours de constructions à des fins de production ou d'administration sont comptabilisés au coût, moins toute perte de valeur comptabilisée. Le coût comprend le coût des travaux, des honoraires et pour les actifs qualifiés, les coûts d'emprunt capitalisés. Ces biens sont classés dans les catégories appropriées des immobilisations corporelles lorsque leur construction est terminée et lorsqu'ils sont prêts pour leur utilisation prévue. L'amortissement de ces actifs, selon la même méthode que celle utilisée pour d'autres types de biens immobiliers, commence lorsque l'actif est prêt pour son utilisation prévue.

3.8.3 INSTALLATIONS SUR LE DOMAINE PUBLIC

Conformément au « Cahier des charges relatif à l'utilisation du domaine public en vue de l'exploitation des Transports publics genevois » du 14 décembre 1987, les infrastructures suivantes appartiennent à l'Etat et sont financées par lui (article 7):

- les voies ferrées et leur infrastructure;
- les supports des lignes aériennes;
- les lignes aériennes, y compris les dispositifs de contact 600 volts (par exemple les « luges » servant à l'enclenchement des feux de circulation et leurs raccordements);
- les câbles souterrains et aériens y compris leurs accessoires (génie civil);
- les sous-stations électriques.

Les places d'arrêt et les chaussées sont financées conjointement par l'Etat et les communes.

Ces infrastructures sont mises à disposition des tpg dans le cadre du Contrat de prestations. L'Etat a calculé un droit d'utilisation des infrastructures qui couvre les charges d'amortissement et de financement de ces infrastructures. Le montant de la valorisation de ce droit d'utilisation est comptabilisé dans les états financiers consolidés pour leur partie monétaire uniquement (note 27).

3.9 IMMOBILISATIONS ACQUISES EN CONTRATS DE LOCATION

Dans le cadre de ses activités, le Groupe utilise des actifs mis à sa disposition en vertu de contrats de location. Ces contrats de location font l'objet d'une analyse au regard des situations décrites et indicateurs fournis par la norme IPSAS 13 afin de déterminer s'il s'agit de contrats de location simple ou de contrats de location-financement.

3.9.1 CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués sont qualifiés de contrats de location-financement.

Lors de la comptabilisation initiale, ces biens sont portés à l'actif du bilan à la juste valeur des biens loués ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location



déterminée. Les engagements financiers qui en découlent sont portés au passif dans les dettes. Les paiements de leasing sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation ou, lorsque celle-ci est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

3.9.2 CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats de location ne correspondant pas à la définition d'un contrat de location-financement sont qualifiés de contrat de location simple et comptabilisés comme tels.

Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de logiciels et licences informatiques et sont amorties linéairement selon leur durée d'utilité comprise entre 4 et 8 ans.

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement engagées sur la base d'un projet individuel sont comptabilisées en actif incorporel lorsque le Groupe peut démontrer la faisabilité technique de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service, son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser, le fait que cet actif générera des avantages économiques futurs, l'existence de ressources disponibles pour achever le développement et sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses engagées au titre du projet de développement.

3.11 PERTES DE VALEUR D'ACTIFS NON GÉNÉRATEURS DE TRÉSORERIE

Les actifs du Groupe ne sont pas détenus en vue de générer une rentabilité commerciale compte tenu des diverses subventions reçues. Ils sont dès lors tous considérés comme des actifs non générateurs de trésorerie.

Le Groupe examine à chaque date de clôture s'il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Si un tel indice existe, la valeur de service recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est inscrite au compte de résultat lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur de service recouvrable.

La valeur de service recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actuelle du potentiel de service résiduel, évaluée selon l'approche la plus appropriée entre le coût de remplacement net d'amortissement, le coût de remise en état ou selon l'approche des unités de service.

Une perte de valeur comptabilisée au cours d'exercices antérieurs pour un actif est reprise lorsqu'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur de service recouvrable. La reprise est inscrite au compte de résultat jusqu'à hauteur de la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette d'amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3.12 DETTES FINANCIÈRES ET DETTES D'EXPLOITATION

Les dettes financières et dettes d'exploitation comprennent les emprunts, les engagements de location-financement, les autres financements, les créanciers d'exploitation ainsi que la juste valeur négative des instruments dérivés. Elles sont présentées au bilan en passifs exigibles à court ou long terme selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les dettes financières sont initialement enregistrées à la juste valeur, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Les dettes portant intérêts sont évaluées ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.13 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêts et des risques de change. Ces instruments sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de la conclusion du contrat de l'instrument ; ensuite, ils sont réévalués à leur juste valeur à la date de clôture.

La méthode du traitement des pertes ou des gains financiers résultant de cette évaluation dépend de la relation entre le dérivé et l'objet dont il couvre le risque. A la conclusion du contrat du dérivé, il est désigné comme suit :

- Instrument répondant aux critères de couverture des flux de trésorerie. La part efficace du gain ou de la perte sur l'instrument financier de couverture est enregistrée dans les fonds propres et la part inefficace est enregistrée dans le compte de résultat. Lorsque le dénouement de la transaction couverte donne lieu à la comptabilisation d'un actif ou un passif non financier, le gain ou la perte sur l'instrument de couverture précédemment enregistré dans les fonds propres est transféré dans le coût d'acquisition de l'actif ou du passif susmentionné. Dans le cas contraire (comptabilisation d'un actif ou passif financier), le gain ou la perte sur l'instrument de couverture précédemment enregistré dans les fonds propres est transféré au compte de résultat dans les mêmes périodes que celles au cours desquelles les flux de trésorerie prévus couverts affectent le compte de résultat.
- Instrument ne répondant pas aux critères de couverture au sens de la norme, mais assurant une couverture économique effective. Le gain ou la perte sur l'instrument financier dérivé est enregistré directement dans le compte de résultat.

3.14 PROVISIONS

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant est incertain. Elles sont portées au bilan quand le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée dans les notes.

Quand l'effet est significatif, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation sont escomptés. La provision est actualisée au taux du marché majoré le cas échéant d'un taux reflétant les risques spécifiques du passif.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Il s'agit donc du montant que le Groupe devrait raisonnablement payer pour éteindre l'obligation à la date de clôture ou pour la transférer à un tiers à cette même date.

3.15 AVANTAGES AU PERSONNEL

3.15.1 ENGAGEMENTS CONCERNANT LES RETRAITES

Les collaborateurs des tpg bénéficient d'un plan de prévoyance professionnelle (2^{ème} pilier) conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (ci-après : LPP) du 25 juillet 1982 (RS 831.40).

En application de la Loi genevoise 6601 du 9 novembre 1990, avec effet au 1er janvier 1991, ce régime de prévoyance est administré par la Fondation de prévoyance en faveur du personnel des tpg (ci-après : la FPTPG) et qui est gérée de manière paritaire par les représentants de l'employeur et des employés.

Situation de la Fondation de Prévoyance en faveur du personnel des tpg

La FPTPG, institution de prévoyance de droit public (ci-après : IPDP) possédant une personnalité juridique, bénéficie de l'aide et de la garantie de l'Etat. Elle est placée sous la surveillance de l'ASFIP (Autorité de Surveillance des Fondations et des Institutions de Prévoyance). La loi B 5 40 qui la régit, ainsi que toute modification de celle-ci sont soumises à l'approbation du Grand Conseil. Le règlement général de la FPTPG est approuvé par son Conseil de fondation.

Le plan de prévoyance de la FPTPG est un plan de primauté de prestations. Le système financier adopté par la FPTPG, tel que défini à l'article 24 de la Loi L11230 du 1^{er} janvier 2014 et approuvé par l'autorité de surveillance, est un système de capitalisation partielle. Il a pour but de maintenir la fortune de prévoyance de la Fondation a un niveau lui permettant de couvrir intégralement les engagements pris envers les bénéficiaires de pensions, de maintenir les taux de couverture au moins à leur valeur initiale et de financer intégralement toute augmentation de prestations par la capitalisation. Le plan de financement de la Fondation doit permettre d'atteindre un taux de couverture des engagements envers les membres retraités et salariés d'au moins 80% dans les 40 ans à compter du 1^{er} janvier 2012. Selon les dispositions transitoires de la modification du 17 décembre 2010 de la loi fédérale, si les taux de couverture intermédiaires de 60% au 1^{er} janvier 2020 et 75% au 1^{er} janvier 2030 ne sont pas atteints, l'Etat de Genève s'acquittera d'un intérêt égal au taux minimum selon l'art. 15 al. 2 LPP sur la part du découvert inférieur au palier. D'autre part, en cas de degré de couverture inférieur à 100%, selon l'art. 69 al. 2 LPP et l'art. 45 al. 1 OPP2, l'Etat garantit à titre subsidiaire le paiement des prestations dues en vertu de la LPP. Les taux de couverture mentionnés ci-dessus doivent être calculés selon l'art. 44 al. 1 OPP2.

Traitement dans les comptes des tpg

Selon la norme IPSAS 39 appliquée au 1^{er} janvier 2017, les avantages postérieurs à l'emploi sont considérés comme des engagements de l'entité envers ses employés et, à ce titre, les tpg doivent en principe porter un engagement de prévoyance au passif du bilan dès lors que la FPTPG présente un degré de couverture au moins inférieur à 100%. Cependant, dans le cas des IPDP, la constatation d'un engagement de prévoyance au passif du bilan selon IPSAS 39 n'apparaît pas être pertinente dans la mesure où :

- la méthode de calcul des engagements de prévoyance en Suisse servant au pilotage des caisses de pension diffère significativement de celle prescrite par IPSAS 39 ;
- les IPDP n'ont pas l'obligation de résorber intégralement leur découvert ; et
- en cas de non-respect des dispositions fédérales en matière de taux de couverture, les IPDP peuvent adapter leurs plans de prestations afin de réduire leurs engagements de prévoyance, sans que les tpg soient mis à contribution.

A la place, les avantages postérieurs à l'emploi sont reconnus selon les effets économiques de la FPTPG sur les tpg. Une provision est comptabilisée selon la norme IPSAS 19 "Provisions, passifs éventuels, actifs éventuels", lorsque des mesures d'assainissement requièrent des tpg des contributions

à fonds perdus, ne résultant pas, notamment, de l'accroissement des taux de cotisations ou de l'allongement de la durée de cotisation.

Toutefois, en vue d'augmenter la transparence des états financiers consolidés du Groupe, les tableaux présentés en note 18 mentionnent également les estimations chiffrées qu'impliquerait l'application de la norme IPSAS 39.

Il convient de relever qu'en vertu de la loi 12364 votée le 30.09.2019 par le Grand Conseil genevois, la FPTPG bénéficiera en 2020 d'une recapitalisation de l'Etat de Genève afin d'atteindre un degré de couverture de 75% et de constituer une réserve de fluctuation de valeur équivalente à 5% du degré de couverture.

3.15.2 ENGAGEMENTS CONCERNANT LES AUTRES AVANTAGES AU PERSONNEL

Pour les autres avantages au personnel, ce sont les dispositions de la norme IPSAS 39 qui ont été appliquées.

Les avantages au personnel désignent toutes formes de contrepartie donnée par le Groupe au titre des services rendus par son personnel. Ils sont comptabilisés à mesure qu'ils sont acquis par les membres du personnel. Les avantages à long terme sont calculés sur la base d'évaluations actuarielles en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.

3.16 RECONNAISSANCE DES PRODUITS

D'une manière générale, les produits sont reconnus lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction vont revenir au Groupe et que le montant de ce produit peut être estimé avec fiabilité. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des rabais et remises commerciales. Les critères de reconnaissance spécifiques suivants doivent également être remplis pour que les produits puissent être reconnus.

Revenus de transports

Les produits des activités de transport sont reconnus au moment où la prestation de transport est réputée accomplie. En conséquence, les produits de billetterie sont reconnus au moment de leur encaissement, les produits liés aux abonnements de transport sont répartis sur leur durée de validité.

Prestations de services

Les produits résultant des travaux d'atelier, de garantie, de génie civil, de constructions d'infrastructures et autres prestations pour le compte de tiers sont reconnus en fonction du degré d'avancement. Le degré d'avancement est déterminé par référence aux coûts encourus à la date de clôture exprimés en pourcentage du total des coûts estimés pour chaque contrat. Lorsque le résultat d'un contrat ne peut pas être évalué de façon fiable, le produit des travaux n'est comptabilisé qu'à hauteur des charges comptabilisées qui sont susceptibles d'être recouvrées.

Ventes de biens

Les produits provenant de la vente de biens sont reconnus lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, en général à la livraison des biens.

Produits d'intérêts et dividendes

Les produits d'intérêts sont reconnus en fonction du temps écoulé sur la base des taux d'intérêts effectifs. Les dividendes sont reconnus lorsque le droit à recevoir le paiement est établi.



3.17 SUBVENTIONS PUBLIQUES

Les subventions publiques sont comptabilisées dès lors qu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que toutes les conditions auxquelles elles sont soumises seront satisfaites.

Les subventions liées au résultat sont comptabilisées en produits dans le même exercice que les charges qu'elles sont supposées compenser.

Les subventions liées à des immobilisations corporelles sont des subventions publiques dont la condition principale est que les tpg achètent, construisent ou acquièrent des immobilisations corporelles. Elles sont reconnues au moment où les conventions sont signées avec les collectivités publiques ou lorsque les instances compétentes de celles-ci ont avalisé les décisions. Les subventions liées à des immobilisations corporelles sont présentées au passif du bilan et sont comptabilisées en produits d'amortissements de manière systématique et rationnelle sur la durée d'utilité des immobilisations correspondantes.

Les subventions sous forme de prestations en nature ne sont pas comptabilisées en charges et en produits, mais leurs justes valeurs sont mentionnées en annexes (notes 22 et 27).

3.18 UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés basés sur les normes IPSAS implique le recours à des estimations et à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et engagements conditionnels à la date du bilan et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période. Bien que les estimations soient fondées sur les meilleures connaissances de la situation actuelle ou des opérations futures du Groupe dont puisse disposer la direction, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus lors de ces estimations. Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des états financiers consolidés sont :

- Les avantages postérieurs à l'emploi (voir notes 3.15 et 18);
- Les durées d'utilité des immobilisations (voir notes 3.8.1 et 3.10, 10 et 11);
- La juste valeur des instruments financiers dérivés (voir note 36.6).

3.19 NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

A la date d'approbation des présents états financiers consolidés, l'IPSAS Board a publié la nouvelle norme IPSAS suivante qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022. Cette norme n'a pas été appliquée de façon anticipée.

Nouvelle norme comptable internationale du secteur public (IPSAS) publiée		Date d'entrée en vigueur
IPSAS 41	Instruments financiers (anc. IPSAS 29)	1 ^{er} janvier 2022

Hormis la présentation d'informations supplémentaires en annexe en cas de regroupement d'entreprise, l'application de cette nouvelle norme n'aura pas d'impact matériel sur les états financiers du Groupe.



4 INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe est essentiellement actif dans le transport des voyageurs. Les activités extérieures au transport de voyageurs, à savoir la location d'espaces publicitaires sur ses véhicules, n'étant pas significatives, aucune information sectorielle n'est présentée dans les notes.

5 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés suivantes sont détenues à 100% par les tpg qui les contrôlent de manière exclusive. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. L'ultime entité contrôlante des tpg est l'Etat de Genève.

Entité	Siège social	Activité	Monnaie	Capital- actions libéré	Contrôle		Intérêt		Consolidation
					2019	2018	2019	2018	
TP Publicité SA	Genève	Publicité	CHF	300'000	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	IG
TPG Vélo SA	Grand-Lancy	Vélo libre service	CHF	500'000	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	IG
TPG France Sàrl	Annemasse	Transport	Euro	80'000	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	IG
GCT Sàrl	Genève	Gestion des communautés tarifaires	CHF	20'000	100.0%		100.0%		IG

IG = Intégration globale

Les tableaux suivants synthétisent la consolidation du Groupe au 31 décembre 2019.



Compte de résultat consolidé 2019 :

En CHF	TPG (y.c. CTB)	TP PUB	TPG VELO	GCT	TPG France	TOTAL CONSOLIDE			
	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités en CHF	Comptes retraités en CHF	Solde selon comptes retraités	ELIMINATIONS		Comptes consolidés
							Debit	Credit	
REVENUS DES TRANSPORTS	153751903	0	0	0	0	153751903	0	0	153751903
CONTRIBUTION DE L'ETAT DE GENEVE	249518193	0	0	0	0	249518193	0	0	249518193
CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION	11721721	0	0	0	0	11721721	0	0	11721721
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET DES TIERS	15243545	0	0	0	0	15243545	0	0	15243545
PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	15302498	10149673	0	2645268	562	28098102	5800926	0	22297076
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	445537865	10149673	0	2645268	562	458333363	5800926	0	452532438
FRAIS DE PERSONNEL	257356702	1'982'181	5'000	30'848	0	259'374'732	68'236	28'301	259'414'667
FRAIS DE VEHICULES	31'080'848	14'312	0	0	0	31'095'160	0	0	31'095'160
FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	20'110'040	60'839	0	12'510	0	20'188'389	0	40'009	20'148'380
SOLS-TRAITANCE DE TRANSPORT	57'213'329	0	0	0	0	57'213'329	0	0	57'213'329
CHARGES D'EXPLOITATION DIVERSES	26'374'229	8'089'400	10'394	2'601'163	22'043	37'097'228	692	5'801'545	31'296'376
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	46'347'010	227'774	0	0	0	46'574'784	0	0	46'574'784
PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	2'752'297	30'178	0	0	0	2'782'475	0	0	2'782'475
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	441'234'455	10'409'681	15'394	2'644'921	22'043	454'326'097	68'928	5'869'855	448'525'171
RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	-4'302'405	-260'011	-15'394	748	-21'480	4'007'268	5'731'993	-5'869'855	4'007'268
PRODUITS FINANCIERS	3'219'910	9'240	0	10	0	3'229'160	0	0	3'229'160
CHARGES FINANCIERES	11'886'796	20'770	113	758	0	11'708'430	0	0	11'708'430
QUOTE-PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES ASSOCIEES	-250'327	0	0	0	58'201	-192'127	36'720	287'048	58'201
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-4'413'802	-271'541	-15'507	0	36'720	-4'884'129	2'768'713	-5'582'807	-4'413'802



Bilan consolidé au 31 décembre 2019 :

	TPG (y.c. CTE)	TPG PUB	TPG VELO	GCT	TPG France	TOTAL CONSOLIDE		
	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités en CHF	Comptes retraités en CHF	ELIMINATIONS		Comptes consolidés
						Saldo selon comptes retraités	Debit	Credit
En CHF								
ACTIF								
LIQUIDITES	8'233'634	4'722'977	18'615	39'646	903'945	13'918'916	0	13'918'916
DEBITEURS D'EXPLOITATION	36'548'825	2'196'486	91	5'71'655	0	39'317'061	6'379'349	32'937'662
STOCKS	19'405'688	0	0	0	0	19'405'688	0	19'405'688
AUTRES ACTIFS CIRCULANTS	11'217'393	77'879	0	533'014	97	11'828'394	1'183'399	10'644'994
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS	75'408'136	6'997'322	18'705	1'144'286	904'942	84'410'403	7'562'739	76'847'664
TERRAINS, BÂTIMENTS INSTALLATIONS FIXES	84'171'246	0	0	0	0	84'171'246	0	84'171'246
VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS	391'329'305	0	0	0	0	391'329'305	0	391'329'305
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, NET	17'229'268	41'481	0	0	0	17'269'726	0	17'269'726
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NET	13'596'566	200'014	0	0	0	13'796'579	0	13'796'579
TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS EN COURS	323'361'311	0	0	362'064	0	323'723'375	0	323'723'375
AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS	24'066'068	0	0	0	0	24'066'068	0	24'066'068
PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE	566'517	0	0	0	970'380	1'534'897	1'081'634	970'380
ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME	2'658'016	1'500	0	29'000	0	2'687'536	0	2'687'536
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	857'973'281	242'989	0	387'064	970'380	859'170'720	1'081'634	1'081'634
TOTAL DE L'ACTIF	922'979'432	7'240'281	18'705	1'531'350	1'874'422	943'584'223	1'081'634	944'665'857
En CHF								
PASSIF								
CREANCIERS D'EXPLOITATION	24'737'791	7'810'396	-1'013	-26'077	565	32'521'663	5'853'991	26'667'772
PART A COURT TERME DES PROVISIONS	1'658'807	0	0	0	0	1'658'807	0	1'658'807
EMPRUNTS ET DETTES A COURT TERME	4'811'317	0	0	0	0	4'811'317	0	4'811'317
PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME	119'244'009	0	0	0	0	119'244'009	0	119'244'009
AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME	50'488'600	496'336	34'927	1'537'447	247'685	52'804'956	1'709'448	51'095'546
TOTAL DES ENGAGEMENTS A COURT TERME	209'940'524	8'306'732	33'914	1'511'370	248'250	211'040'731	7'563'339	203'477'461
EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME	529'893'586	0	0	0	0	529'893'586	0	529'893'586
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	137'269'346	0	0	0	0	137'269'346	0	137'269'346
PROVISIONS A LONG TERME	281'205	0	0	0	0	281'205	0	281'205
ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL	11'826'522	0	0	0	0	11'826'522	0	11'826'522
AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME	1'690'321	0	0	0	0	1'690'321	0	1'690'321
TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME	680'959'974	0	0	0	0	682'659'974	0	680'959'974
SOUS-TOTAL DU PASSIF	891'891'503	8'306'732	33'914	1'511'370	248'250	891'891'717	7'563'339	884'428'430
CAPITAL DE DOTATION	44'000'000	300'000	500'000	20'000	124'368	44'944'368	944'368	44'000'000
FONDS DE RESERVES	11'501'731	-1'094'905	-499'702	0	1'466'083	11'312'207	3'949'050	4'363'156
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-4'413'803	-271'541	-15'807	0	36'720	-4'654'129	36'720	-4'413'803
FONDS PROPRES	7'087'930	-1'369'448	-615'209	0	1'501'304	6'708'037	3'693'812	4'363'663
TOTAL DU PASSIF DU CAPITAL DE DOTATION ET DES FONDS PROPRES	922'979'432	7'240'281	18'705	1'531'350	1'874'422	943'584'223	12'463'151	956'047'374



6 LIQUIDITÉS

Les fonds sur les comptes bancaires et les comptes postaux sont rémunérés à des taux variables indexés sur les taux journaliers des dépôts à vue. Depuis 2017, une partie de nos établissements bancaires ont appliqué les taux négatifs sur les comptes courants, pour les dépôts dépassant un certain seuil. La juste valeur de la rubrique liquidités est équivalente à la valeur comptable.

En CHF	31.12.2019	31.12.2018
Caisses	1'111'972	1'195'428
Comptes postaux	899'024	464'765
Comptes-courants bancaires	11'907'819	12'697'690
Liquidités et équivalents de liquidités	13'918'816	14'357'883

Depuis le 1^{er} mars 2010, les tpg ont signé une convention de cash pooling avec l'Etat de Genève. Dans le cadre de cette convention, les tpg disposent d'une ligne de crédit de CHF 15'000'000.

7 DÉBITEURS D'EXPLOITATION

En CHF	31.12.2019	31.12.2018
Clients	33'501'884	42'287'836
Autres créances	1'201'204	458'046
Provision pour débiteurs douteux	-1'765'436	-1'800'423
Débiteurs d'exploitation	32'937'652	40'945'459

Les débiteurs d'exploitation ne portent pas intérêt et sont en général payables à échéance de quinze à trente jours. La provision pour débiteurs douteux est constituée pour les débiteurs d'exploitation tiers échus à plus de 30 ou 60 jours. Durant l'exercice 2019, les pertes effectives sur les débiteurs de l'année se sont élevées à CHF 2'666'404 (2018: CHF 2'791'020). Ces pertes sont dues essentiellement aux constats facturés mais jamais honorés (voir note 30).

La valeur comptable des débiteurs d'exploitation correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Sous la rubrique « clients » figure le solde débiteur du compte nostro des tpg auprès de la Caisse Centralisée de l'Etat (CCE). Lorsque la ligne de crédit décrite ci-dessus est utilisée, le solde créditeur de ce compte figure sous la rubrique « Emprunts et dettes à court terme » Au 31.12.2018 ce compte présente un solde débiteur de CHF 12'499'263 et au 31.12.2019 un solde créditeur de CHF 4'811'317.



Réconciliation de la provision pour débiteurs douteux :

En CHF	<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Au 1er janvier	1'800'423	1'532'885
Dotation	424'254	465'708
Utilisation	-220'133	-110'834
Reprise	-239'108	-87'336
Provision pour débiteurs douteux	<u>1'765'436</u>	<u>1'800'423</u>

Répartition des débiteurs d'exploitation par échéances :

En CHF	Au 31 décembre 2019			
	Echus à plus de 30 jours	Echus à moins de 30 jours	Non échus	Total
Clients	10'759'580	3'791'752	18'950'552	33'501'884
Perte de valeur	-1'765'436			-1'765'436
Total	<u>8'994'144</u>	<u>3'791'752</u>	<u>18'950'552</u>	<u>31'736'448</u>

En CHF	Au 31 décembre 2018			
	Echus à plus de 30 jours	Echus à moins de 30 jours	Non échus	Total
Clients	6'125'281	1'358'188	34'804'367	42'287'836
Perte de valeur	-1'800'423			-1'800'423
Total	<u>4'324'858</u>	<u>1'358'188</u>	<u>34'804'367</u>	<u>40'487'413</u>

8 STOCKS

En CHF	<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Matériel en magasin	19'101'071	20'238'647
Travaux en cours	304'617	104'900
Stocks	<u>19'405'688</u>	<u>20'343'547</u>

Le stock de matériel en magasin comprend essentiellement les pièces nécessaires à l'entretien courant des véhicules et des distributeurs automatiques de titres de transport pour un montant de CHF 16'305'781 (2018 : CHF 16'581'662), ainsi que du carburant pour un montant de CHF 1'029'688 (2018 : CHF 1'716'942).



9 AUTRES ACTIFS CIRCULANTS

En CHF	31.12.2019	31.12.2018
Comptes courants débiteurs	1'205'120	1'838'641
Prêts et avances au personnel	16'672	29'990
Travaux à facturer	446'004	193'166
Produits à facturer	8'580'793	7'292'571
Charges payées d'avance	396'406	259'381
Autres actifs circulants	10'644'994	9'613'749

Les autres actifs circulants sont des créances exigibles dans les douze mois qui suivent la date de clôture de l'exercice. Leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les produits à facturer concernent principalement les droits à rétrocession sur les carburants.

10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

10.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En CHF

	Terrains, Bâtiments et installations fixes	Véhicules et leurs équipements	Autres immobi- lisations corporelles	Travaux d'investis- sement en cours	Total
Valeurs brutes au 01.01.2019	155'679'176	753'046'029	54'903'293	251'008'196	1'214'636'693
Acquisitions	2'978'168	6'983'224	5'091'143	75'579'306	90'631'842
Cessions	-3'555'748	-11'689'456	-3'194'571	0	-18'439'775
Transfert	1'453'883	2'401'867	2'707'448	-6'579'843	-10'044
Valeurs brutes au 31.12.2019	156'566'478	750'741'666	59'507'313	320'007'659	1'286'812'116
Fonds d'amortissement au 01.01.2019	-67'267'261	-339'911'197	-42'986'460	0	-449'564'908
Amortissements	-6'233'333	-39'618'975	-2'369'440	0	-40'722'548
Cessions	3'108'553	10'717'412	-3'016'707	0	16'842'872
Transfert	0	0	600	0	600
Fonds d'amortissement au 31.12.2019	-72'384'230	-358'812'360	-42'237'693	0	-473'434'183
Valeurs nettes au 31.12.2019	84'171'248	391'929'306	17'269'720	320'007'659	813'377'932
Valeurs brutes au 01.01.2018	151'132'720	728'416'601	50'432'137	192'641'564	1'120'623'021
Acquisitions	2'310'663	16'461'897	3'293'332	70'587'467	94'654'160
Cessions	-309'596	-332'513	-327'799	0	-969'908
Transfert	2'545'169	8'500'044	1'505'022	-12'220'836	329'390
Valeurs brutes au 31.12.2018	155'679'176	753'046'029	54'903'293	251'008'196	1'214'636'693
Fonds d'amortissement au 01.01.2018	-59'603'290	-310'314'801	-40'166'477	0	-410'084'568
Amortissements	-7'854'824	-29'917'308	-2'528'271	0	-40'300'403
Cessions	200'863	320'911	306'289	0	830'063
Fonds d'amortissement au 31.12.2018	-67'267'261	-339'911'197	-42'986'460	0	-449'564'908
Valeurs nettes au 31.12.2018	86'421'925	413'134'632	12'516'633	251'008'196	765'081'785

(*) Dont acquisition en leasing
Valeur d'assurance incendie

La valeur nette comptable résiduelle des immobilisations corporelles cédées en 2019 de CHF 1'597'103 (2018 : CHF 139'844) est enregistrée dans les charges d'amortissements.

La catégorie des travaux d'investissement en cours comprend essentiellement la construction en cours du centre de maintenance secondaire En-Chardon pour un montant de CHF 290'892'192 (2018 : 232'936'421) (voir note 10.5).

Au 31 décembre 2019, en application de la méthode du degré d'avancement, la part non comptabilisée des investissements en cours liée à la construction du centre de maintenance secondaire En Chardon et correspondant aux factures non parvenues s'élève à CHF 6'512'369 (2018 : CHF 5'694'813).

La valeur comptable des immobilisations sous contrat de location-financement s'élève à CHF 124'956'359 au 31 décembre 2019 (2018 : CHF 134'542'003).

10.2 PARTICIPATIONS DE TIERS AUX INVESTISSEMENTS

En CHF

	Terraine, Bâtiments et Installations fixes	Véhicules et leurs équipements	Autres Immobi- lisations corporelles	Travaux d'investe- ment en cours	Total
Valeurs brutes au 01.01.2019	1'123'464	2'053'015	13'567	112'467'487	116'247'513
Acquisitions	536'716	277'472	0	23'267'186	24'101'383
Cessions	-5'022	-2'000'000	-7'166	0	-2'012'189
Valeurs brutes au 31.12.2019	1'056'148	930'487	6'391	136'744'661	138'336'707
Fonds d'amortissement au 01.01.2019	-468'079	-2'170'298	-10'006	0	-2'648'384
Amortissements	-218'814	-221'643	-710	0	-441'167
Cessions	5'022	2'000'000	7'166	0	2'012'189
Fonds d'amortissement au 31.12.2019	-651'971	-991'941	-3'550	0	-1'077'962
Valeurs nettes au 31.12.2019	973'277	638'546	2'841	136'744'661	137'269'346
Valeurs brutes au 01.01.2018	1'123'464	2'053'015	40'718	83'908'734	87'723'919
Acquisitions	0	0	0	28'550'753	28'550'753
Cessions	0	0	-27'158	0	-27'158
Valeurs brutes au 31.12.2018	1'123'464	2'053'015	13'567	112'467'487	116'247'513
Fonds d'amortissement au 01.01.2018	-401'236	-1'957'921	-36'455	0	-2'395'512
Amortissements	-66'843	-212'477	-710	0	-280'030
Cessions	0	0	27'158	0	27'158
Fonds d'amortissement au 31.12.2018	-468'079	-2'170'298	-10'006	0	-2'648'384
Valeurs nettes au 31.12.2018	655'375	482'717	3'561	112'467'487	115'599'130

La catégorie des travaux d'investissement en cours comprend essentiellement la subvention de l'Etat de Genève pour la construction en cours du centre de maintenance secondaire En-Chardon (voir note 10.5) pour un montant de CHF 135'058'835 (2018 : CHF 111'248'707).

Au 31 décembre 2019, en application de la méthode du degré d'avancement, la part non comptabilisée de subvention d'investissement de l'Etat de Genève liée à la construction du centre de maintenance secondaire En Chardon s'élève à CHF 3'151'987 (2018 : CHF 1'032'388)

10.3 AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS

La totalité des avances sur achats d'immobilisations, s'élevant au 31 décembre 2019 à CHF 24'066'066 TVA comprise (2018 : CHF 1'006'598), correspond principalement au versement d'acompte sur la commande des 9 tramways Stadler et des 23 trolleybus Van Hool (note 10.5).

10.4 VÉHICULES LOUÉS À DES SOUS-TRAITANTS

Dans le cadre des contrats de sous-traitance d'exploitation de lignes, les tpg mettent des véhicules à la disposition de sociétés tierces ; le prix de location de ces véhicules est pris en compte dans l'équilibre financier des contrats de sous-traitance. Les risques et avantages inhérents à ces véhicules n'étant pas transférés aux sous-traitants, ces locations sont considérées comme des locations simples.

Le parc de véhicules mis à disposition des sous-traitants fluctue en fonction des besoins d'exploitation des lignes. A titre indicatif, au 31 décembre 2019, 2 autobus étaient mis à disposition des sous-traitants (2018 : 2).

10.5 ENGAGEMENTS À TITRE D'INVESTISSEMENT

Les engagements à titre d'investissement (engagements hors bilan) sont les suivants :

En CHF		<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Stadler Bussnang AG	Acquisition 9 tramways	51'849'000	0
Fournisseurs du projet CMS En-Chardon	Construction CMS En-Chardon	31'928'343	50'541'320
Carrosserie HESS	Acquisition 12 véhicules TOSA	0	2'327'890
Ineo Systrans	Projet obsolescence SAEIV embarqué	7'155'486	11'355'144
Ineo Systrans	Projet Arte	2'075'480	7'354'305
Van Hool	Acquisition de 23 trolleybus	24'245'818	0
ENGAGEMENTS		<u>117'254'127</u>	<u>71'578'659</u>
Stadler Bussnang AG	Avance sur acquisition de 32 tramways	-13'308'750	0
Carrosserie HESS	Avance sur acquisition de 12 véhicules TOSA	-7'273'745	-698'367
Ineo Systrans	Avance sur projet obsolescence SAEIV embarqué	1'627'546	0
./. AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS		<u>-18'954'949</u>	<u>-698'367</u>
ENGAGEMENTS NETS		<u>98'299'177</u>	<u>70'880'292</u>

Les engagements liés au projet de construction du futur centre de maintenance secondaire En-Chardon (CMS), situé sur la commune de Meyrin, correspondent aux attributions effectives de marchés au 31 décembre 2019. Ce site est destiné à l'entreposage et à la maintenance des prochaines livraisons des tramways et des autobus dans le cadre du futur développement du réseau demandé par le Canton.

La loi L10834 « loi ouvrant une subvention d'investissements de CHF 150 millions pour la construction du dépôt En-Chardon » octroie une subvention de CHF 150 millions et le cautionnement à hauteur de CHF 160 millions pour le financement déjà levé en 2015 (voir note 17.4).

11 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En CHF

	Licences et développements informatiques	Travaux d'investissement en cours	Total
Valeurs brutes au 01.01.2019	31'422'087	2'289'855	33'711'942
Acquisitions	5'247'244	3'243'888	8'491'133
Cessions	-136'012	0	-136'012
Transfert	1'834'671	-1'818'027	16'644
Valeurs brutes au 31.12.2019	38'367'990	3'715'716	42'083'707
Fonds d'amortissement au 01.01.2019	-20'525'909	0	-20'525'909
Amortissements	-4'181'515	0	-4'181'515
Cessions	136'012	0	136'012
Fonds d'amortissement au 31.12.2019	-24'571'412	-	-24'571'412
Valeurs nettes au 31.12.2019	13'796'579	3'715'716	17'512'295
Valeurs brutes au 01.01.2018	25'360'537	3'593'620	28'954'157
Acquisitions	3'469'208	1'913'372	5'382'580
Cessions	-295'395	0	-295'395
Transfert	2'887'738	-3'217'138	-329'399
Valeurs brutes au 31.12.2018	31'422'087	2'289'855	33'711'942
Fonds d'amortissement au 01.01.2018	-17'307'183	0	-17'307'183
Amortissements	-3'514'120	0	-3'514'120
Cessions	295'395	0	295'395
Fonds d'amortissement au 31.12.2018	-20'525'909	-	-20'525'909
Valeurs nettes au 31.12.2018	10'896'179	2'289'855	13'186'034

La valeur nette comptable résiduelle des immobilisations incorporelles cédées en 2019 de CHF 0 (2018 : CHF 0) est enregistrée dans les charges d'amortissements.



12 PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

Le Groupe détient 49% d'intérêt dans la société française TP2A SAS et 47% d'intérêt dans la société française Téléphérique du Salève SAS via tpg France Sàrl.

Le tableau suivant résume les informations financières concernant ces participations :

En CHF	<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Sociétés mises en équivalence non cotées		
TP2A	49%	49%
Téléphérique du Salève	47%	47%
Variations de l'exercice :		
Au 1er janvier	1'057'502	1'000'916
Quote-part dans le résultat de l'exercice	58'201	257'954
Dividendes reçus	-109'044	-162'050
Différences de change	-36'279	-39'317
Au 31 décembre	970'380	1'057'502
Données financières résumées :		
Actifs circulants	5'847'712	6'026'750
Actifs immobilisés	195'821	205'042
Total des actifs	6'043'533	6'231'791
Engagements à court terme	4'049'973	4'064'942
Total des passifs	4'049'973	4'064'942
Total des fonds propres	1'993'560	2'166'849
Quote-part dans les fonds propres	970'380	1'057'502
Total des produits d'exploitation	14'064'981	14'559'846
Résultat net de l'exercice	123'708	526'444
Quote-part dans le résultat	58'201	257'954

13 ACTIFS FINANCIERS À LONG TERME

En CHF	<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Autres titres	730'920	730'920
Créances à long terme	1'951'616	234'494
Actifs financiers à long terme	2'682'536	965'414



Les autres titres concernent une participation de 4% détenue dans la société Parking Place de Cornavin SA. Ces titres ne sont pas cotés ni traités de manière active sur un marché ; la technique de valorisation la plus objective qui a été retenue est celle du coût d'acquisition.

En effet, le volume de transactions récentes est trop faible pour prendre en référence leur prix. Même si le prix de transaction est la dernière valeur fiscale connue, il s'agit d'une valorisation non économique.

De plus il n'existe pas d'entité directement comparable.

Les dividendes perçus en 2019 sont de CHF 59'540 (2018 : CHF 45'800) et figurent dans la rubrique des produits financiers (voir note 31).

14 CRÉANCIERS D'EXPLOITATION

En CHF	<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Fournisseurs	25'714'960	19'839'209
Administration fiscale des contributions	-598'504	2'017'223
Autres créanciers d'exploitation	1'172'102	738'438
Acomptes de clients	379'214	177'502
Créanciers d'exploitation	<u>26'667'772</u>	<u>22'772'373</u>

Les « Autres créanciers d'exploitation » sont en majorité composés d'organismes d'assurances.

15 AUTRES ENGAGEMENTS À COURT TERME

En CHF	<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Produits reçus d'avance	25'434'797	25'268'302
Charges à payer	1'816'035	1'561'763
Comptes courants créanciers	4'689'473	2'563'787
Dettes sociales	12'167'891	11'845'823
Autres engagements à court terme	6'987'349	16'776'894
Autres engagements à court terme	<u>51'095'546</u>	<u>58'016'568</u>

Les « Produits reçus d'avance » concernent principalement les ventes d'abonnements annuels qui sont réparties sur leur durée de validité.



16 PROVISIONS

En CHF	<i>Provisions pour risques</i>	<i>Provisions pour litiges</i>	<i>Allocations</i>	TOTAL 31.12.2019	TOTAL 31.12.2018
	Au 1er janvier	296'479	182'707	1'134'059	1'613'245
Dotations de l'exercice	90'621	474'861	1'005'920	1'571'402	1'204'712
Utilisations	0	-41'420	-961'567	-1'002'987	-567'381
Montants non utilisés repris	-69'156	0	-172'492	-241'648	-731'061
Au 31 décembre	317'944	616'148	1'005'920	1'940'012	1'613'245
Dont part à court terme	36'739	616'148	1'005'920	1'658'806	1'306'453
Dont part à long terme	281'205	0	0	281'205	306'792
Au 31 décembre	317'944	616'148	1'005'920	1'940'012	1'613'245

Au 31 décembre 2019, les provisions pour risques sont essentiellement liées à une participation financière du fonds amiante de l'UTP. Au 31 décembre 2018, elles concernaient essentiellement le même objet.

Les provisions pour litiges et allocations se rapportent à des litiges juridiques en cours et des recours auprès des tribunaux administratifs ainsi qu'à des considérations liées au personnel, pour lesquels la Direction a estimé qu'il était probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Les autres litiges ne sont pas provisionnés. De par la nature des cas de litiges et de ces allocations, aucune autre information n'est donnée.



17 EMPRUNTS ET DETTES

17.1 EMPRUNTS ET DETTES BANCAIRES

En CHF	Taux d'intérêt effectif	Échéance	31.12.2019	31.12.2018
Dettes bancaires :				
- Emprunt BCVS - Tranche 2	3.3%	28.11.2025	11'774'077	12'486'416
- Emprunt BCGE - Tranche 1	0.7%	27.05.2025	12'309'053	13'005'878
- Emprunt BCGE - Tranche 2	0.7%	28.11.2025	44'204'588	46'746'419
- Emprunt BCF (ex- DEXIA Crédit Local Dublin)	3.8%	20.12.2027	26'761'526	28'105'854
- Financement GENEBUS, DEXIA Crédit Local Paris	3.6%	30.04.2025	29'956'351	33'823'375
- Financement SOGETRAM, Société Générale et Ct Foncier de Fr	3.7%	31.12.2038	70'159'201	73'332'333
- Emprunt BCGE - In fine	2.4%	25.05.2017		0
- Emprunt ZKB - placement privé note au porteur	2.8%	04.04.2023	50'036'606	50'047'226
- Emprunt BCF ATF - In fine	1.4%	03.06.2019		0
- Emprunt BCF ATF	2.0%	30.09.2032	20'119'440	21'491'198
- Emprunt BCF ATF	2.5%	30.09.2032	26'815'503	28'644'071
- Emprunt obligataire	1.9%	21.05.2035	159'574'464	159'547'892
- Emprunt Crédit Suisse - placement privé	0.8%	24.05.2027	30'000'000	30'000'000
- Emprunt Crédit Suisse - placement privé	0.4%	11.12.2023	20'000'000	20'000'000
- Emprunt UBS - placement privé	0.5%	26.06.2025	20'000'000	20'000'000
- Emprunt Crédit suisse- placement privé	0.2%	19.06.2023	20'000'000	20'000'000
- Emprunts - placements privés	0.0%	24.02.2020	100'000'000	25'000'000
- Intérêts courus sur emprunts			2'223'955	2'299'487
Produits différés sur crédit-bail			5'202'831	5'786'254
Emprunts et dettes			649'137'595	605'316'400
Dont part à court terme			119'244'009	58'429'334
Dont part à long terme			529'893'586	546'887'068
Emprunts et dettes			649'137'595	605'316'401

Les produits différés sur crédit-bail correspondent aux produits différés relatifs aux opérations de crédit-bail suédois (note 17.2) et crédit-bail français (note 17.3).

Les emprunts suivants bénéficient de la caution simple de l'Etat de Genève en faveur des créanciers :

- La tranche restante auprès de la Banque Cantonale du Valais (BCVS) échéances 2025.
- Les deux tranches auprès de la Banque Cantonale de Genève (BCGE) échéances 2025.
- Le financement auprès de la Société Générale et Crédit Foncier de France, échéance 2038.
- Le placement privé auprès de la Banque Cantonale de Zurich (ZKB), échéance 2023.
- Les deux lignes de financement auprès de la Banque Cantonale de Fribourg (BCF), échéance 2032.
- Le titre obligataire auprès du Crédit Suisse, échéance 2035.
- Les trois placements privés auprès du Crédit Suisse, échéances 2023 et 2027.
- Le placement privé auprès de l'UBS, échéance 2025.

Les emprunts à court terme, qui arrivent à échéance en février 2020, seuls CHF 60 millions sont au bénéfice de la garantie.

La rémunération annuelle de la caution de l'Etat s'élève à 0,125% (2018 : 0,125%) de l'encours et elle est incluse dans les frais bancaires de la rubrique des charges financières (note 31).

Les emprunts à court terme de CHF 100 millions sont refinancés à leur échéance de février 2020 par une émission obligataire.



La juste valeur des emprunts au 31 décembre 2019 est de CHF 725'108'001 (2018 : CHF 664'022'737).

17.2 CREDIT-BAIL SUÉDOIS

En 2004, les tpg sont entrés dans une transaction de crédit-bail suédois portant sur vingt-et-un tramways. Le bailleur, Skandinaviska Enskilda Banken AB (Publ) (SEB), est devenu propriétaire des véhicules dès leur livraison. Les tpg en sont locataires. Le crédit-bail comporte une option d'achat à la dix-huitième année. Si cette option n'est pas levée, ce crédit-bail terminera en décembre 2041.

Le produit dégagé lors de cette transaction de cession-bail est différé et réparti dans le compte de résultat sur dix-huit ans (note 17.1), le montant résiduel au 31 décembre 2019 est de CHF 520'856 (2018 : CHF 715'387).

A la date de réalisation de la transaction, afin que la banque suédoise puisse garantir les obligations des tpg au titre du crédit-bail, les tpg ont déposé auprès de cette dernière un montant suffisant pour assurer les paiements dus au titre des loyers.

L'encours de ce dépôt, et respectivement de l'engagement au 31 décembre 2019, s'élève à SEK 595'573'626, soit l'équivalent de EUR 64'030'177 au taux historique SEK/EUR de la transaction (2018 : SEK 603'442'117 et EUR 64'876'818). L'encours converti au taux de clôture 2019 est CHF 72'155'606 (2018 : CHF 73'109'686).

Les tpg ont donné délégation de paiement à la banque suédoise pour régler les loyers par compensation du dépôt.

Les vingt-et-un tramways sont comptabilisés au bilan des tpg à titre d'immobilisation. La contrepartie comptable de ces véhicules correspond aux emprunts à long terme levés lors de la transaction, auprès de la Banque Cantonale de Genève. Afin de refléter la substance économique de cette transaction, l'engagement du crédit-bail a été compensé avec les dépôts de garantie (compensation au bilan des montants du dépôt et de l'engagement crédit-bail).



Le tableau ci-dessous représente l'échéancier de paiements du crédit-bail suédois, converti en CHF au taux clôture :

En CHF	Au 31 décembre 2019			Total
	> 3 mois et ≤ 12 mois	> 1 an et ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	
Capital	99'1'549	5'480'377	65'683'681	72'155'606
Intérêts	2'792'471	10'742'346	24'931'879	38'466'696
Loyers du crédit-bail suédois	3'784'020	16'222'722	90'615'560	110'622'302

En CHF	Au 31 décembre 2018			Total
	> 3 mois et ≤ 12 mois	> 1 an et ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	
Capital	954'023	4'454'411	67'701'252	73'109'686
Intérêts	2'829'997	10'926'921	27'539'775	41'296'693
Loyers du crédit-bail suédois	3'784'020	15'381'332	95'241'027	114'406'379

17.3 CRÉDIT-BAIL FRANÇAIS

Courant 2008, deux transactions de crédit-bail français ont été signées par les tpg ; la première portant sur cent treize autobus et la seconde sur dix-huit tramways.

Concernant le premier financement, l'investisseur, la banque DEXIA Crédit Local, a versé, via l'entité spécialement constituée GENEBUS, les fonds en une fois à la date de réalisation de la transaction (avril 2008). Le crédit-bail a une durée de vie de seize ans et demie à compter de la fin de la période de livraison et comporte une option d'achat la dernière année.

Le deuxième financement a été levé en septembre 2008, auprès de deux banques françaises, la Société Générale et le Crédit Foncier de France via l'entité spécialement constituée SOGETRAM, pour la commande de dix-huit tramways dont la livraison a débuté au dernier trimestre 2009 et s'est terminée en juin 2010. Le crédit-bail a une durée de vie de trente ans et comporte une option d'achat exerçable dès la onzième année.

Dans les deux cas, un contrat de nantissement garantit aux tpg la pleine jouissance des véhicules. Une délégation de paiement juridiquement validée permet aux tpg de compenser les flux liés à la cession-bail et de ne garder comme seule obligation qui est le remboursement de la dette en francs suisses.

Le produit dégagé lors de ces transactions de crédit-bail est différé et réparti dans compte de résultat sur la durée des contrats (note 17.1). Le montant résiduel au 31 décembre 2019 des produits dégagés par ces transactions est de CHF 4'681'975 (2018 : CHF 5'070'866).

Pour ces deux transactions, les véhicules sont comptabilisés au bilan des tpg à titre d'immobilisations. La contrepartie comptable correspond à la dette à long terme levée lors de la transaction. Ceci reflète dès lors la substance économique.



Le tableau ci-dessous représente l'échéancier de paiements des financements liés aux transactions de crédit-baux français :

En CHF	Au 31 décembre 2019			
	< 1an	> 1 an et ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	Total
- Financement GENEBUS, DEXIA Crédit Local Paris	4'207'539	20'746'035	5'002'776	29'956'351
- Financement SOGETRAM, Société Générale et Crédit Foncier de France	3'484'042	17'462'157	49'213'003	70'159'202
- Charges financières futures	3'623'690	11'589'805	13'492'657	28'706'152
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	11'315'271	49'797'997	67'708'437	128'821'705

- Financement GENEBUS, DEXIA Crédit Local Paris	4'207'539	20'746'035	5'002'776	29'956'351
- Financement SOGETRAM, Société Générale et Crédit Foncier de France	3'484'042	17'462'157	49'213'003	70'159'202
Paiements minimaux au titre de la location	7'691'581	38'208'192	54'215'779	100'115'553

Dont part à court terme				7'691'581
Dont part à long terme				92'423'972
Paiements minimaux au titre de la location				100'115'553

En CHF	Au 31 décembre 2018			
	< 1an	> 1 an et ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	Total
- Financement GENEBUS, DEXIA Crédit Local Paris	3'867'024	19'134'694	10'821'657	33'823'375
- Financement SOGETRAM, Société Générale et Crédit Foncier de France	3'173'130	15'992'973	54'166'226	73'332'330
- Charges financières futures	3'875'753	12'962'422	16'213'721	33'051'896
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	10'915'907	48'090'089	81'201'604	140'207'601

- Financement GENEBUS, DEXIA Crédit Local Paris	3'867'024	19'134'694	10'821'657	33'823'375
- Financement SOGETRAM, Société Générale et Crédit Foncier de France	3'173'130	15'992'973	54'166'226	73'332'330
Paiements minimaux au titre de la location	7'040'154	35'127'667	64'987'883	107'155'705

Dont part à court terme				7'040'154
Dont part à long terme				100'115'550
Paiements minimaux au titre de la location				107'155'705

17.4 FINANCEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE MAINTENANCE

L'emprunt obligataire levé en mai 2015 à coupon de 0,9% sur 20 ans sert à financer le projet CMS En-Chardon. Le montant nominal du titre est de CHF 160 millions, correspondant au montant garanti par la loi (L10834).



Sur ce financement, un instrument dérivé de couverture avait été mis en place, en fixant le taux sur une durée de 20 ans appliqué sur 50% du notionnel de l'emprunt. Le dénouement de cet instrument dérivé lors de l'émission de l'emprunt, en 2015, a conduit à un paiement de CHF 25'300'000, le taux fixé sur le 50% du notionnel de l'emprunt étant plus élevé que le taux spot au jour du fixing. Ce montant a été comptabilisé dans les fonds propres et est amorti sur la durée de l'emprunt.

L'emprunt obligataire est évalué au coût amorti. La méthode de valorisation de cet emprunt obligataire au coût amorti génère un taux effectif de 1,9%.

18 ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL

18.1 ENGAGEMENTS CONCERNANT LES RETRAITES

Le tableau ci-dessous présente la situation financière de la FPTPG. La FPTPG établit ses comptes selon les dispositions de la norme Swiss GAAP RPC 26.

Aucun engagement n'a été reconnu dans les états financiers consolidés des tpg (voir note 3.15).

En CHF	31.12.2019	31.12.2018
Total de la fortune de prévoyance disponible (selon art. 44 OPP2)	492'486'884	439'620'186
Total des engagements de prévoyance	763'079'547	715'688'951
- dont engagements de prévoyance envers les actifs (y.c.longévité)	360'090'482	340'223'469
- dont engagements de prévoyance envers les pensionnés (y.c.provision techniques pour longévité et risque)	402'989'065	375'465'482
Découvert selon art. 44 OPP2 (sans financement mixte)	(270'592'663)	(276'068'765)
Degré de couverture selon art. 44 OPP2	65%	61.43%
Degré de couverture des engagements des retraités	122.21%	117.09%
Capital de la fondation, fonds libres / (découvert)	0	0

L'effectif des assurés actifs est de 2'105 personnes au 31 décembre 2019 (2018: 2'009), pour un effectif total de 3'156 personnes (2018 : 3'018). Les cotisations de l'employeur comptabilisées dans les frais de personnel s'élèvent à CHF 25'541'771 (2018 : CHF 24'132'880).

Les données présentées ci-dessous ne sont données qu'à titre d'information dans un souci de transparence.

Les estimations présentées ont été calculées sur la base des conditions du plan en primauté des prestations qui intègre les éléments suivants :

- Une primauté de cotisation sur la somme revalorisée des salaires cotisants
- Un taux de cotisation de l'employeur à 21,5%
- Une durée d'assurance cible à 41 ans et l'âge terme de la retraite à 64 ans



Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

	31.12.2019	31.12.2018
Taux d'actualisation	0.30%	0.90%
Augmentation future des salaires	0.53%	0.53%
Augmentation future des rentes	0.00%	0.00%
Rendement à long terme attendu des actifs du régime	0.30%	0.90%
Taux de rotation	2.10%	1.50%
Probabilités de sortie	Expertise 2015	Expertise 2015
Tables techniques	LPP 2015 génération	LPP 2015 génération

Les hypothèses au début de l'année 2020 (1^{er} janvier 2020) ont été utilisées pour calculer les engagements de prévoyance à la fin de l'exercice 2019 ainsi que pour les dépenses provisoires de l'exercice budgétaire 2020.

Les calculs ont été effectués à la date de référence 31 décembre 2019, pour chaque employé sur une base individuelle.

En application de la norme IPSAS 39, le taux de rendement attendu au 31 décembre 2019 est équivalent au taux d'actualisation.

La charge de prévoyance qui devrait être comptabilisée dans le compte de résultat, dans le cadre de l'application de la norme IPSAS 39, se présente ainsi :

En CHF	2019	2018
Coût du service total	37'736'672	42'727'208
Coût de l'intérêt	8'719'199	7'825'612
Rendement attendu sur la fortune de prévoyance	(3'972'727)	(3'358'186)
Amortissement des (gains)/pertes actuarielle(s)	156'264'185	(80'161'736)
Amortissement du montant de transition	-	-
Amortissement de coûts du service liés à des changements passés	1'062'052	-
Effets dus à des modifications du plan de prévoyance	-	-
Contributions des employés (sans rachats)	(11'300'411)	(10'672'340)
Total de la charge de prévoyance du groupe	188'508'970	-43'639'442

Le tableau suivant présente le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies selon IPSAS 39, en montrant séparément les effets attribuables aux éléments suivants :

En CHF	31.12.2019	31.12.2018
Valeur actualisée de l'obligation au début de l'exercice	984'500'772	1'059'088'936
Coût du service de l'employeur	26'436'261	32'054'868
Coût de l'intérêt	8'719'199	7'825'612
Cotisations des participants au régime	11'742'795	11'025'934
(Gain) / Perte actuarielle	200'036'674	(88'278'724)
Prestations versées	(31'101'032)	(37'215'854)
Valeur actualisée de l'obligation en fin d'exercice	1'200'334'669	984'500'772



Le tableau suivant présente un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture de la juste valeur des actifs du régime :

En CHF	31.12.2019	31.12.2018
Juste valeur des actifs du régime au début de l'exercice	439'620'186	446'436'028
Rendement attendu des actifs	3'972'727	3'358'186
Profit / (perte) actuariel	42'710'437	(8'116'988)
Cotisations de l'employeur	25'541'771	24'132'880
Cotisations des participants au régime	11'742'795	11'025'934
Prestations versées	(31'101'032)	(37'215'854)
Juste valeur des actifs du régime en fin d'exercice	492'486'884	439'620'186
Rentabilité effective des actifs du régime	46'683'164	(4'758'802)

Les taux de rendement attendus par catégorie d'actifs sont déterminés par référence aux indices boursiers pertinents. Le taux de rendement attendu global de 2,25% pour 2019 (2018 : 2,75%) est obtenu par pondération des taux par catégorie en fonction de leur poids dans le total des investissements du portefeuille. Le rendement moyen effectif des actifs du régime pour l'exercice 2019 se situe à 10,02% (2018 : -1,07%).

Le tableau suivant présente un rapprochement de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime définie avec les actifs et passifs qui auraient dû être comptabilisés au bilan selon IPSAS 39. Les simulations sont effectuées depuis la première application d'IPSAS 25 au 1^{er} janvier 2011 avec des gains et pertes actuariels nuls.

En CHF	31.12.2019	31.12.2018
Valeur actualisée des engagements de prévoyance	1'200'334'669	984'500'772
Juste valeur des actifs du régime	(492'486'884)	(439'620'186)
Insuffisance d'actifs	707'847'785	544'880'586

L'engagement de prévoyance qui devrait être présenté au bilan évolue ainsi entre les deux exercices :

En CHF	2019	2018
Insuffisance d'actifs à l'ouverture	544'880'586	612'652'908
Charge de prévoyance de l'exercice	188'508'970	(43'639'442)
Cotisations de l'employeur durant l'exercice	(25'541'771)	(24'132'880)
Insuffisance d'actifs à la clôture	707'847'785	544'880'586



Les grandes catégories d'actifs du régime, exprimées en pourcentage du total de la juste valeur des actifs du régime, sont les suivantes :

Liquidités	3.52%	3.97%
Obligations, dépôts à terme et créances	16.54%	17.30%
Actions	31.59%	26.99%
Immobilier	36.88%	39.69%
Fonds alternatifs	11.44%	12.04%
Autres	0.02%	0.02%
Total	100%	100%

La Fondation de prévoyance en faveur du personnel des tpg ne détient pas d'instruments financiers émis par les tpg ni de bâtiments qui seraient utilisés par les tpg.

D'après la meilleure estimation de l'employeur, les cotisations attendues en 2020 représentent CHF 25'677'142 pour la part employeur et CHF 11'360'303 pour la part employés.

18.2 ENGAGEMENTS CONCERNANT LES AUTRES AVANTAGES AU PERSONNEL

Les engagements au titre des autres avantages aux employés sont calculés avec une hypothèse de taux d'escompte à 0,25% (2018 : 0,80%) et correspondent à l'attribution de primes d'ancienneté aux actifs.

Au 31 décembre 2019, le montant de l'engagement concernant uniquement les actifs est évalué à CHF 11'826'522 (2018 : CHF 11'249'027). La variation de l'engagement est comptabilisée dans les charges de personnel (note 25).

19 CAPITAL DE DOTATION

En application des dispositions de l'article 3 LTPG, le capital de dotation des tpg fourni par l'Etat de Genève est de CHF 44'000'000. Cette dotation, nominative et inaliénable, est inscrite au bilan des tpg sous la rubrique : « Capital de dotation ».

Le capital de dotation porte intérêt annuellement équivalent au taux de la dette moyenne de l'Etat de l'année précédente, soit 1,625% pour 2019 (2018 : 1,75%).

20 FONDS DE RÉSERVES

Selon le Contrat de prestations 2015-2018 et son avenant n°2 pour l'année 2019, les tpg sont responsables de leurs résultats. Au terme de l'exercice comptable, pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément au Contrat de prestations, le résultat annuel est réparti entre l'Etat de Genève et les tpg comme suit : 50% sur la rubrique "Part de subventions non dépensées" en faveur des tpg et 50% sur la rubrique "Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat" en faveur de l'Etat. A l'échéance du Contrat (31 décembre 2019), les tpg conservent définitivement l'éventuel solde du compte de réserve "Part de subventions non dépensées", tandis que l'éventuel



solde de la réserve "Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat" est rétrocédé à l'Etat de Genève. A l'échéance du contrat, les tpg assumeront leurs éventuelles pertes reportées.

Au 31 décembre 2019, le solde du compte "Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat" présente un solde débiteur de CHF 13'367'743 (2018 : CHF 11'160'842).

20.1 AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

L'affectation du résultat tpg est effectuée au moment de l'approbation des comptes par le Conseil d'administration sur la base des dispositions légales.

En CHF	<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Résultat net de l'exercice du Groupe	-4'413'802	-3'181'154
./. Affectation aux Réserves part tpg de subventions non dépensées	-2'206'901	-1'590'577
./. Affectation aux Réserves part Etat de subventions non dépensées	-2'206'901	-1'590'577
Soldes à affecter	-4'413'802	-3'181'154

Les montants sont validés par le Conseil d'administration pour les attributions prévues à l'article 21 du Contrat de prestations 2015-2018 et de l'avenant n°2 pour l'année 2019.

20.2 ECARTS DE CONVERSION

Cette rubrique est utilisée pour enregistrer les écarts de change provenant de la conversion des états financiers de la filiale étrangère TPG France.

20.3 PERTES DIFFÉRÉES SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

Le dénouement de l'instrument dérivé de couverture lors de l'émission de l'emprunt obligataire a conduit à un paiement de CHF 25'300'000 en mai 2015, le taux fixé sur le 50% du notionnel de l'emprunt étant plus élevé que le taux spot au jour du fixing. Ce montant a été comptabilisé dans les fonds propres rétrospectivement à 2015 et est amorti sur la durée de l'emprunt, échéant en 2035.

21 REVENUS DES TRANSPORTS

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus de transports UNIRESO, net	134'646'525	130'660'620
Revenus de transports – tpg	12'626'324	13'104'384
Autres revenus de voyageurs	6'479'054	6'955'992
Total	153'751'903	150'720'996

Les « Revenus de transports UNIRESO, net » sont la part revenant aux tpg des titres de transport et abonnements vendus par UNIRESO, y compris le calcul du lissage des abonnements annuels. Les revenus de transports tpg sont des prestations de transports directement vendues par les tpg. Les autres revenus de voyageurs contiennent surtout les revenus du contrôle des titres de transport.



22 CONTRIBUTION DE L'ÉTAT DE GENÈVE

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Enveloppe budgétaire trafic d'agglomération et desserte complémentaire	181'118'895	173'599'681
Compensation trafic régional	16'532'461	16'901'675
Contributions droits de sillon et d'usage	13'759'000	13'759'000
Indemnités dues à l'introduction de la CTI	37'553'737	35'820'324
Participations financières aux frais Unireso	554'100	370'760
Total	<u>249'518'193</u>	<u>240'451'440</u>

La contribution de l'Etat de Genève s'inscrit dans le cadre du Contrat de prestations (voir note 1.6.2 hors contributions non monétaires).

Par ailleurs, la loi 12128 du 21 septembre 2017 a alloué CHF 9'000'000 supplémentaires et CHF 4'000'000 d'indemnités CTI complémentaires pour compenser le refus d'augmentation des tarifs (votation de mai 2017).

De plus, la loi L11693 du 17 décembre 2015 octroie au Groupe une contribution annuelle complémentaire d'un montant de CHF 13'759'000 en contrepartie de la charge monétaire du droit d'utilisation des infrastructures aériennes et au sol.

En 2019, la contribution non-monétaire non-comptabilisée liée au droit de superficie s'élève à CHF 1'147'940 (2018 : CHF 1'147'940).

La rubrique « Indemnités dues à l'introduction de la CTI » inclut la part tpg pour la participation financière de l'Etat de Genève suite à l'introduction de la baisse tarifaire pour un montant de CHF 8'189'612 (2018 : CHF 15'844'278).

23 CONTRIBUTION DE LA CONFÉDÉRATION

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Contribution fédérale aux lignes régionales	6'752'693	6'903'500
Rétrocession des droits sur carburant	4'969'028	4'511'941
Total	<u>11'721'721</u>	<u>11'415'441</u>



24 PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Produits de publicité	10'066'580	10'270'932
Travaux facturés à des tiers	4'256'258	2'614'008
Autres produits d'exploitation	5'172'026	3'823'299
Production immobilisée	2'053'980	1'983'168
Ventes d'actifs immobilisés	307'065	35'655
Amortissements des participations de Tiers	441'167	280'030
Total	<u>22'297'076</u>	<u>19'007'091</u>

Les amortissements liés aux participations de Tiers aux investissements sont comptabilisés sous la rubrique « Amortissements des participations de Tiers ».

Sous la rubrique « Travaux facturés à des tiers » figurent principalement les refacturations de main d'œuvre du Département des Infrastructures (DI) et du CEVA.

Sous la rubrique « Autres produits d'exploitation » figurent principalement des indemnités pour dommages pour un montant de CHF 1'128'574 (2018 : CHF 1'036'456), des facturations de prestations pour un montant de CHF 2'242'264 (2018 : CHF 1'240'899), des locations pour un montant de CHF 587'005 (2018 : CHF 626'326) et des commissions de vente pour un montant de CHF 618'728 (2018 : CHF 685'108).

25 FRAIS DE PERSONNEL

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération des collaborateurs	208'872'242	198'289'723
Charges sociales	44'067'196	44'391'706
Avantages postérieurs à l'emploi autres que les retraites	578'216	148'176
Autres frais de personnel	5'897'013	4'529'085
Frais de personnel	<u>259'414'667</u>	<u>247'358'690</u>

Le nombre moyen de collaborateurs du Groupe s'élève à 2'035 en 2019 (2018 : 1'950).

La cotisation des salariés actifs est fixée à 31%, répartie à 9,5 % à la charge des salariés et 21,5 % à la charge des tpg.



26 FRAIS DE VÉHICULES

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Carburant et énergie de traction	13'995'530	13'999'648
Pneus	607'340	545'367
Location véhicules de lignes	3'348	-1'815
Autres frais de véhicules	16'488'942	15'982'968
Total	31'095'160	30'526'168

Le poste « Autres frais de véhicules » comprend principalement le matériel pour l'entretien des véhicules de lignes pour un montant de CHF 9'937'909 (2018 : CHF 9'694'369) et les coûts kilométriques relatifs à la LCC (Contrat de maintenance) pour un montant de CHF 6'107'484 (2018 : CHF 6'201'405).

27 FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Frais de bâtiments	5'115'430	5'095'020
Frais des installations fixes	15'032'950	15'478'883
Total	20'148'380	20'573'903

Sous la rubrique « Frais des installations fixes » est comptabilisé le droit d'utilisation des infrastructures aériennes et au sol pour un montant de CHF 13'897'114 (2018 : CHF 13'908'673) (voir note 22).

A titre d'information, la valeur calculée du droit de superficie par l'Etat de Genève au titre de l'exercice 2019 s'élève à CHF 1'147'940 (2018 : 1'147'940).

28 SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT

Les tpg ont signé des contrats de sous-traitance avec des sociétés chargées de l'exploitation de lignes de transport public.

La plupart de ces contrats contiennent une clause de reconduction. Les tpg sont engagés vis-à-vis des sous-traitants pour des durées variables allant jusqu'en décembre 2024. En général, les contrats peuvent être revus en cas de modification du Contrat de prestations liant les tpg à l'Etat de Genève.

L'article 1 LTPG limite la capacité des tpg à sous-traiter l'exploitation de lignes de transport au maximum à 10% des charges totales.



29 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

En CHF	2019	2018
Amortissements sur immobilisations corporelles	43'916'754	40'580'091
Valeur nette des immobilisations cédées	-1'597'103	-139'844
Amortissements sur immobilisations incorporelles	4'181'515	3'514'120
Dévaluation sur stocks	73'618	779'798
Total des dotations aux amortissements	46'574'784	44'734'165

30 PERTES SUR CONSTATS ET DÉBITEURS

En CHF	2019	2018
Provisions sur débiteurs	141'145	373'622
Variations de valeurs et créances	2'641'330	2'402'975
Total	2'782'475	2'776'597

Les variations de valeurs et créances correspondent essentiellement aux pertes sur constats (note 7).

31 RÉSULTAT FINANCIER

En CHF	2019	2018
Intérêts sur capital de dotation	715'000	770'000
Intérêts c/c bancaires	4'733	3'294
Intérêts sur emprunts	8'749'186	9'162'152
Frais bancaires	1'455'140	1'292'013
Pertes de change	651'040	655'832
Autres charges financières	133'331	241'402
Charges financières	11'708'430	12'124'694

En 2019, l'entière charge financière de l'emprunt obligataire, dédié au financement du projet en-Chardon, soit CHF 2'607'539 (2018 : CHF 2'563'493), est activée dans les travaux en cours (note 10.1). Seuls les décaissements effectifs du projet depuis la date de réception du financement sont pris en compte dans la part activée des charges financières au taux effectif du financement de 1,9%.



En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Intérêts sur placements bancaires	619'371	617'934
Dividendes	59'540	45'800
Gains de change	456'176	644'616
Escompte sur factures fournisseurs	81'055	86'416
Autres produits financiers	2'013'019	450'361
Produits financiers	<u>3'229'160</u>	<u>1'845'127</u>

Dans la rubrique « Autres produits financiers » sont principalement inclus la valeur des cart@bonus périmées non réclamée par les clients au terme de la validité de ce produit désormais obsolète.

32 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

32.1 ETAT DE GENÈVE

Les tpg sont engagés dans un grand nombre de transactions avec l'Etat de Genève, réciproques ou non :

- Les tpg reçoivent des subventions à des titres divers (voir note 22).
- Les tpg rétrocèdent des montants à l'Etat de Genève dans le cadre des dispositions légales applicables (voir note 20.1).
- Les tpg bénéficient de la caution simple de l'Etat de Genève pour une partie de ses emprunts (voir note 17).
- Les tpg rémunèrent le capital de dotation au taux moyen de la dette cantonale de l'année précédente (voir note 31).

Diverses transactions interviennent dans le cadre normal de l'activité des tpg ; ces transactions sont le plus souvent conclues à un prix qui couvre le coût de la prestation pour l'une ou l'autre des parties.

Les transactions les plus significatives sont présentées ci-après :

En CHF	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Subventions reçues*	249'518'193	240'451'440
./. Intérêt sur le capital de dotation	-715'000	-770'000
./. Paiements à l'Etat de frais de garantie	-670'970	-658'884
Total	<u>248'132'223</u>	<u>239'022'556</u>

* Hors subventions non-matérielles et subventions d'investissements

32.2 ETAT DE GENÈVE, DI

Selon le Contrat de prestations 2015-2018 et son annexe n°2 pour l'année 2019, chaque année une enveloppe - basée sur les travaux effectifs facturés - est attribuée aux tpg pour l'entretien des infrastructures.

Par ailleurs, dans le cadre de la prise en charge d'investissements par l'Etat de Genève, des charges de fonctionnement (entretien et amélioration des infrastructures aériennes et au sol) sont facturées au DI.



Elles se montent au 31 décembre 2019 à CHF 7'651'743 (2018 : CHF 7'179'849) et représentent principalement les refacturations à l'identique.

32.3 DIRIGEANTS DES TPG

La rémunération des dirigeants des tpg se présente comme suit :

En CHF	2019	2018
Présidence du Conseil d'Administration (y compris les jetons de présence d'autres conseils)	120'000	120'000
Rémunération du Conseil d'administration hors Présidence	626'454	688'101
Nombre d'administrateurs et personnes rattachées au CA hors Présidence	20.66	20.66
Rémunération du Directeur général <i>dont salaire variable et primes</i>	346'481 30'608	343'250 30'660
Rémunération du Collège de Direction hors DG <i>dont salaire variable et primes</i>	1'837'080 92'200	1'823'452 91'973
Nombre de directeurs hors DG	7.00	7.00
Rémunération la plus élevée au sein des directeurs hors DG	301'876	300'999
Rémunération la plus basse au sein des directeurs	236'984	235'455
Rémunération totale en CHF	2'930'015	2'974'803

Le salaire variable et les primes sont constitués uniquement d'une prime sur atteinte d'objectifs. Depuis juillet 2009, celle-ci est limitée au directeur général et aux directeurs.

Concernant la prévoyance professionnelle, tous les salariés des tpg y compris les dirigeants sont assurés aux mêmes conditions auprès de la Fondation de prévoyance des tpg

32.4 AUTRES PARTIES LIÉES

Les transactions réalisées par les tpg avec d'autres entités publiques sont toutes réalisées à des conditions de marché.

33 COMMUNAUTÉ TARIFAIRE UNIRESO

La Communauté tarifaire UNIRESO est un contrat de société simple, conclu par les tpg, les Chemins de fer fédéraux (CFF) et la Société des mouettes genevoises (SMGN). La Communauté tarifaire a pour objet de représenter les participants au contrat dans le cadre des discussions engagées avec l'Etat de Genève. Le contrat a été signé le 28 juin 2001.

La Communauté tarifaire ne dispose pas de capitaux propres ; elle reçoit des subventions et des produits, elle encourt des charges communautaires, qui sont attribuées aux associés selon une clé de répartition dynamique calculée à 92,35% pour les tpg (2018 : 92,69%). Le Groupe ne contrôle pas la société et n'intègre dans ses comptes que la part des produits, des charges, du compte bancaire et de



l'impôt anticipé récupérable lui revenant proportionnellement. La gestion de la communauté tarifaire unireso est attribuée à la société GCT SarL, filiale à 100% des tpg.

Les principales données financières relatives à UNIRESO peuvent être résumées comme suit :

En CHF	2019	2018
Ventes tpg (titres de transport)	135'096'149	133'780'009
./. Part tpg sur les revenus du transport	144'395'599	141'993'412
./. Part tpg sur les subventions	38'107'837	36'191'084
Part tpg sur les produits / charges financières	117	755
Paielements effectués	47'334'808	44'407'383
Solde du compte courant tpg-Unireso	-72'362	3'651

La rubrique « Part tpg sur les revenus du transport » est constituée des revenus de transports encaissés, TVA incluse.

34 CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES

Le tableau suivant présente les garanties données par des tiers aux tpg :

Tiers bénéficiaire	Type de contrat	Type de garantie	De la part de	31.12.2019	31.12.2018	Échéance
En CHF						
BOGE - Genève	Emprunt LT	Caution simple	Etat de Genève	56'526'330	59'769'233	27.05.2025
BCVS - Sion	Emprunt LT	Caution simple	Etat de Genève	12'378'690	13'129'649	28.11.2025
SOGETRAM - Paris (F)	Financement	Caution simple	Etat de Genève	105'960'584	109'647'192	31.12.2038
ZKB - Zurich	Plact privé	Caution simple	Etat de Genève	54'095'060	54'095'060	04.04.2023
BCF - Fribourg	Financement LT	Caution simple	Etat de Genève	46'934'935	50'135'265	30.09.2032
Crédit Suisse	Emission obligataire	Caution simple	Etat de Genève	160'000'000	160'000'000	21.05.2035
Crédit Suisse	Plact privé	Caution simple	Etat de Genève	30'000'000	30'000'000	24.05.2027
UBS	Plact privé	Caution simple	Etat de Genève	20'000'000	20'000'000	26.06.2025
Crédit Suisse	Plact privé	Caution simple	Etat de Genève	20'000'000	20'000'000	11.12.2023
Crédit Suisse	Plact privé	Caution simple	Etat de Genève	20'000'000	20'000'000	19.06.2023
Eurofima	Plact privé	Caution simple	Etat de Genève	60'000'000	0	24.02.2020
				585'895'599	536'776'399	



Ci-dessous les garanties données par les tpg :

Tiers bénéficiaire	Type de contrat	Type de garantie	De la part de	31.12.2019	31.12.2018	Échéance
En CHF						
Ville de Genève	Location WC aux arrêts	Garantie loyer	BCGE	1'941	1'941	indéterminé
Ville de Genève	Terrain Bois des Frères	Garantie loyer	BCGE	10'218	10'218	indéterminé
Ville de Genève	Location kiosque Rive (07.04.1998)	Garantie loyer	BCGE	2'400	2'400	indéterminé
Ville de Genève	Location local de repos	Garantie loyer	BCGE	2'004	2'004	indéterminé
Office Cantonal de l'Emploi	Location de services	Caution simple	BCGE	100'000	100'000	indéterminé
Chemin de fer fédéraux	Location local commercial	Garantie loyer	BCGE	44'250	44'250	indéterminé
Comptoir immobilier	Location local commercial	Garantie de loyer	BCGE	0	25'020	indéterminé
Chemin de fer fédéraux	Location local commercial	Garantie loyer	BCGE	30'894		indéterminé
CHF				191'707	185'833	

Tiers bénéficiaire	Type de contrat	Type de garantie	De la part de	31.12.2019	31.12.2018	Échéance
En SEK (note 17.2)						
SEB Finans	Dépôt lié au crédit-bail suédois	Garantie de paiements	Skandinaviska Enskilda Banken AB	0	943'869'581	30.06.2041
SEK				0	943'869'581	

35 ENGAGEMENTS

35.1 ENGAGEMENTS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Le Groupe est engagé dans divers contrats de bail, principalement pour des locaux et des équipements de bureaux.

Les paiements futurs minimaux à effectuer au titre de contrats non résiliables sont les suivants :

En CHF	2019	2018
	Paiements minimaux	Paiements minimaux
Moins d'un an	216'580	221'185
Plus d'un an mais moins de cinq ans	627'772	557'501
Total des paiements minimaux	844'352	778'687

Les loyers comptabilisés au compte de résultat se montent à CHF 400'405 (2018 : 332'187).

35.2 ENGAGEMENTS D'ACHAT DE CARBURANT

En date du 26 juillet 2019, les tpg se sont engagés dans l'approvisionnement en stock carburant pour la période de août 2019 à juin 2020. La quantité fixée est de 5'041'663 litres pour un montant engagé de CHF 6'584'412 (2018 : CHF 3'524'125).

35.3 ENGAGEMENTS DE REDEVANCES PUBLICITAIRES

Le montant total des engagements de redevances publicitaires pour les années 2020 à 2021 s'élève à CHF 4'900'00.

36 GESTION DES RISQUES

La gestion des risques aux tpg s'inscrit dans une démarche globale et transversale. Son Système de Contrôle Interne est construit conformément à la LTPG, à la LGAF, à la LSGAF, ainsi qu'aux propres règlements en matière de gouvernance définie par le Conseil d'administration.

La politique de gestion des risques des tpg, décrivant les objectifs, et l'application des principes de la gestion des risques sont validées régulièrement, la dernière fois le 27 juin 2016 par le Conseil d'administration des tpg.

Le suivi de ces risques stratégiques, opérationnels et financiers, cotés de manière standardisée au sein de l'entreprise, est fait à travers un tableau de bord par des indicateurs permettant à la Direction de prendre des mesures en cas de nécessité et d'en informer le Conseil d'administration.

Les principaux risques opérationnels et financiers identifiés pour les tpg à fin 2019 s'articulent autour de l'exécution du futur contrat de prestations 2020-2024.

Un des premiers risques financiers majeurs identifié est le surendettement structurel des tpg par rapport à l'équilibre financier dans l'exécution du futur et des futurs contrats de prestations.

Dans le cadre de leurs activités opérationnelles, les tpg sont exposés à des risques financiers variés, plus précisément au risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt), au risque de crédit (risque de contrepartie) et au risque de liquidité. La gestion des risques est centrée sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet d'en minimiser les conséquences négatives potentielles sur les performances financières des tpg.

Les tpg ne recourent que de manière très limitée aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques, uniquement dans le cadre de transactions d'actifs ou passifs ou de transactions anticipées, en accord avec les politiques susmentionnées.

Le risque de marché provient essentiellement de la fluctuation des monnaies étrangères et des taux d'intérêts.

Le risque de crédit représente le risque qu'une contrepartie ne remplisse pas ses engagements. Les tpg ne sont pas exposés à de fortes concentrations de risque de crédit sur ses disponibilités ni sur ses créances commerciales, lesquelles sont réparties sur différents réseaux.

Le risque de liquidité survient lorsqu'une société rencontre des difficultés à remplir ses obligations associées à des instruments financiers. Ce type de risque est géré en limitant l'exposition à de tels instruments financiers et en faisant coïncider les échéances avec les entrées de trésorerie. De par son entité contrôlante, les tpg n'escomptent pas de difficulté de refinancement.

Depuis l'entrée en force de la Loi sur l'organisation des institutions de droit public (LOIDP), la LTPG ne régule plus les emprunts des tpg, mais leurs garanties y relatives doivent être autorisées par le Conseil



d'Etat pour les montants inférieurs à CHF 50 millions ; l'autorisation du Grand Conseil est nécessaire pour les montants dépassant les CHF 50 millions.

36.1 RISQUE DE CRÉDIT

Les tpg ne sont pas exposés à un risque de concentration des débiteurs, de par la diversification de ces derniers (en nombre et nature).

Le risque de crédit des tpg est limité d'une part par la relative bonne notation financière de son principal contributeur, l'Etat de Genève (note 36.2) et d'autre part par un suivi régulier des paiements des débiteurs. En cas de retard, la plateforme de ventes de titre de transport peut être interrompue en ligne de façon immédiate. Enfin, les nouveaux clients sont soumis au préalable à une analyse de solvabilité.

Les prêts accordés au personnel sont garantis par la déductibilité de leur remboursement du versement mensuel du salaire.

Les transactions sur les titres et instruments dérivés sont effectuées auprès d'institutions financières soigneusement sélectionnées.

Les tpg ne sont pas exposés à un risque de crédit sur les liquidités, car les dépôts bancaires servent à effectuer des paiements proches ou sont en cours de rapatriement sur le compte du Cash Pooling de l'Etat de Genève.

Le risque de crédit maximal correspond à la somme de tous les actifs financiers et il se décompose de la manière suivante :

En CHF		<u>31.12.2019</u>	<u>31.12.2018</u>
Rubrique	Catégorie		
Liquidités	Liquidités	13'918'816	14'357'883
Débiteurs d'exploitation	Prêts et créances	32'937'652	40'945'459
Autres actifs circulants	Prêts et créances	9'613'749	9'613'749
Actifs financiers à long terme	Actifs disponibles à la vente	965'414	965'414
		<u>57'435'632</u>	<u>65'882'506</u>

36.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque que les tpg éprouvent des difficultés à remplir leurs engagements liés à des passifs financiers ou que les tpg ne remboursent pas leurs dettes ou qu'ils aient des difficultés à souscrire à de nouveaux emprunts repose sur son principal contributeur et garant, l'Etat de Genève, qui bénéficie d'un rating AA-stable en 2019. L'Etat de Genève accorde, dans le cadre de la convention du cash pooling, une ligne de crédit de CHF 15'000'000 (voir notes 6 et 7). L'objectif principal de la gestion de liquidité est de garantir le besoin en fonds de roulement en ne dépassant pas la ligne de crédit de CHF 15'000'000 octroyée par l'Etat de Genève.

La planification des besoins en financement sur les investissements du plan financier quinquennal annuel lié au Contrat de prestations se base sur la capacité d'autofinancement de ce même plan. Si ce dernier plan ne dégage pas de flux de trésorerie suffisants, les tpg vont alors recourir aux financements externes. Conformément au Contrat de prestations actuel, l'Etat de Genève octroie des cautions simples pour faciliter les tpg à se refinancer. Dans le cadre du projet CMS En-Chardon, l'Etat de



Genève alloue des subventions directes d'investissements au fur et à mesure des dépenses effectives et octroie aussi une garantie simple pour la part de financement des tpg (note 17.4).

Le dossier de financement de 2019 a été validé par le Conseil d'Etat lors de leur séance tenue le 26 juin 2019, en vue de l'obtention des cautionnements y relatifs. Dans ce cadre, des emprunts à court terme ont été levés durant l'année et qui sont, par la suite, refinancés en février 2020 par une émission obligataire.

Les tpg n'ont pas de difficulté à se refinancer sur les marchés des capitaux dans la mesure où ils bénéficient de la garantie de l'Etat.

Le tableau ci-dessous résume les échéances des passifs financiers des tpg sur la base des paiements contractuels non actualisés :

En CHF	Au 31 décembre 2019					Total
	≤ 1 mois	> 1 mois et ≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 12 mois	> 1 an et ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	
Emprunts		0 100'810'119	15'624'842	165'600'897	360'091'723	642'127'581
Intérêts sur emprunts		0 169'190	9'497'037	32'838'735	35'558'061	78'063'022
Créanciers d'exploitation	26'150'800	516'972	0	0	0	26'667'772
Autres engagements	7'018'918	1'352'947	42'490'099	233'582	0	51'095'546
Echéanciers des emprunts et dettes	33'169'717	102'849'228	67'611'979	198'673'214	395'649'783	797'953'922

En CHF	Au 31 décembre 2018					Total
	≤ 1 mois	> 1 mois et ≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 12 mois	> 1 an et ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	
Emprunts		0 25'794'101	29'748'812	161'547'823	380'579'754	597'670'490
Intérêts sur emprunts		0 286'675	9'988'730	36'392'936	42'138'409	88'806'750
Créanciers d'exploitation	17'289'294	5'483'079	0	0	0	22'772'373
Autres engagements	4'407'182	1'288'143	52'310'487	10'756	0	58'016'568
Echéanciers des emprunts et dettes	21'696'476	32'951'998	92'048'029	197'951'515	422'718'163	767'266'181

36.3 RISQUE DE TAUX

Au niveau de leurs actifs et passifs financiers, les tpg peuvent subir l'effet prix par la variation de la valeur de ces actifs et passifs lorsque les conditions du marché changent. Les tpg ne sont exposés que faiblement au risque de taux d'intérêt, car la dette des tpg est principalement libellée en taux fixe.

Sur le total des frais financiers, l'impact d'une variation d'une hausse d'un point de base de la courbe des taux serait de CHF +7'405 (2018 : CHF +8'520).

Le tableau sur la structure des taux d'intérêts des emprunts et des dettes des tpg :

En CHF	2019	2018
Emprunts et dettes à taux partiellement variables	26'395'743	28'389'129
Emprunts et dettes à taux fixes	615'731'838	576'927'273
Structure des taux d'intérêts et emprunts et dettes	642'127'581	605'316'402



Les emprunts à taux partiellement variables représentent environ la moitié de la dette auprès de la Société Générale et du Crédit foncier de France.

36.4 RISQUE DE CHANGE

Les tpg contractent de façon régulière des engagements en euro envers leurs fournisseurs. Ils sont alors exposés au risque de change découlant des fluctuations des taux de change entre l'euro et le franc suisse. Le risque est limité par des encaissements de factures en euro.

Dans ce cadre, les tpg peuvent souscrire ponctuellement des contrats de change à terme avec leur(s) banque(s) qui peuvent se transformer, lorsque l'échéance de l'engagement est reportée, en swaps de devises (EUR/CHF). Une petite partie des factures fournisseurs en euro est couverte par des achats au comptant selon l'opportunité.

Aucun instrument dérivé de change n'était ouvert aux 31 décembre 2019 et 2018.

Les impacts d'une variation du taux de change CHF/EUR de 20% toute chose étant égale par ailleurs, seraient de CHF 1'176'035 sur le compte de résultat (2018 : CHF 510'497 pour une variation de 20%).

36.5 HIÉRARCHIE DE JUSTE VALEUR

Les tpg utilisent la hiérarchie suivante pour déterminer et indiquer la juste valeur des instruments financiers par méthode d'évaluation :

Niveau 1 : Actifs et passifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs et liquides, dont la juste valeur correspond aux cours du marché ;

Niveau 2 : Actifs et passifs financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs et liquides, mais dont la juste valeur est établie sur la base des prix de transactions observables sur les marchés, directement comme prix de référence ou indirectement ;

Niveau 3 : Actifs et passifs financiers dont la juste valeur ne peut être établie sur la base de données observables du marché mais, par exemple, par des analyses de flux de trésorerie non fondées sur des prix de transactions observables sur les marchés.

Aux 31 décembre 2019 et 2018, seuls les actifs financiers disponibles à la vente étaient comptabilisés à la juste valeur, évalués selon une hiérarchie de niveau 3 (voir note 13).

36.6 JUSTE VALEUR

La juste valeur des actifs et des passifs financiers représente le montant auquel un instrument financier pourrait être échangé lors d'une transaction courante entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La valeur comptable des liquidités, débiteurs d'exploitation, comptes courants, prêts, créanciers d'exploitation, autres créances, et engagements, emprunts et dettes à court-terme correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments et du risque de crédit.

La juste valeur des emprunts et dettes à long terme est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs en utilisant la courbe zéro-coupon, tandis que la partie optionnelle des emprunts avec options, est évaluée par le modèle de Black & Scholes.



37 COMPARAISON AVEC LE BUDGET (NON AUDITÉ)

En CHF	Budget Groupe 2019	Réel Groupe 2019	Réel Groupe 2018
REVENUS DES TRANSPORTS	156'668'875	153'751'903	150'720'996
CONTRIBUTION DE L'ETAT DE GENEVE	250'211'776	249'518'193	240'451'440
CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION	11'651'204	11'721'721	11'415'441
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET DES TIERS	13'083'222	15'243'545	13'091'533
PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	21'739'428	22'297'076	19'007'091
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	453'354'505	452'532'439	434'686'500
FRAIS DE PERSONNEL	260'574'013	259'414'667	247'358'690
FRAIS DE VEHICULES	30'778'733	31'095'160	30'526'168
FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	21'376'793	20'148'380	20'573'903
SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT	55'282'245	57'213'329	51'615'269
CHARGES D'EXPLOITATION DIVERSES	30'444'534	31'296'376	30'411'879
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	45'145'508	46'574'784	44'734'165
PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	2'553'000	2'782'475	2'776'597
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	446'154'826	448'525'171	427'996'672
RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	7'199'679	4'007'268	6'689'828
PRODUITS FINANCIERS	994'000	3'229'160	1'845'127
CHARGES FINANCIERES	12'187'000	11'708'430	12'124'694
QUOTE-PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES ASSOCIEES	0	58'201	408'584
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-3'993'321	-4'413'802	-3'181'154

38 EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la date de clôture avec impact sur l'exercice 2019 n'est à relever.